

## Les dangers d'un jusqu'au-boutisme destructeur

Il faut ne rien comprendre à la stratégie du chaos pour croire que Jean-Luc Mélenchon va modérer son agit-prop à l'Assemblée nationale. Sa présidente en a fait l'amère expérience. Au risque de s'affaiblir. Une semaine après Sébastien Delogu, la députée LFI Rachel Keke a, à son tour, exhibé le drapeau palestinien. Même scandale. Même rappel à l'ordre. Même suspension de séance.

Mais Yaël Braun-Pivet a cette fois annoncé une convocation du bureau « ultérieurement ». Comme si elle prenait soudain conscience du danger de sanctions non dissuasives face au coup d'éclat permanent. Qui la semaine prochaine pour transformer les QAG en ZAD?

Puisque le soufre est son oxygène, l'insubordination sa règle, le « cirque de l'inquisition médiatique » son moteur,

la charge émotionnelle croissante pour Gaza son carburant, le chef de la gauche robespierriste n'a aucune raison d'interrompre sa fracturation de la République. Méthodique. Cynique. Sans prévenance pour l'élection européenne. Il se diabolise ? Mais il est persuadé que seule la radicalité paie. La stratégie strictement opposée du camp national-populiste (et sa réussite) décrédibilise sa campagne

de bruit et de fureur ? Mais en idéologue, il croit à la victoire par l'insurrection. En frôlant l'antisémitisme, il s'expose à ajouter à l'incohérence programmatique une excommunication morale autrefois réservée à l'extrême droite. Mais hanté par l'effacement, il pense faire fructifier son capital de haine avant 2027.

Le drame de Gaza n'est qu'un prétexte. Un outil plus qu'un combat. Petit

révolutionnaire appliqué, le guide de LFI suit à la lettre de bréviaire de Chantal Mouffe, la théoricienne du populisme de gauche : c'est quand s'opère une jonction entre les idées et les affects que le pouvoir se prend. Le poids des desseins sombres, le choc des passions tristes, le danger réel de Jean-Luc Mélenchon.

Rémi Godeau  
@remigodeau

En liant le « martyr de Gaza » à « celui du ghetto de Varsovie », le leader de LFI donne le sentiment de relativiser la mémoire de la Shoah. Une énième provocation, pour quels bénéfices électoraux ?

# Mélenchon, le diable s'habille en Gaza

## Confusionnisme

Dimanche 2 juin, le chef de file de LFI a jugé que « l'antisémitisme reste résiduel en France » dans une note de blog entièrement dédiée à « la déchéance de l'officialité médiatique » que caractérise, selon lui, l'interview de Benjamin Netanyahu sur TF1/LCI. **Annoncée à 7,5% à moins d'une semaine des élections européennes, la liste de Manon Aubry pense pouvoir créer la surprise grâce à la mobilisation de l'électorat populaire sur Gaza.**

Antoine Oberdorff

C'EST LE GENRE DE SOIRÉES de « l'officialité française » dont Jean-Luc Mélenchon a horreur. Ce lundi soir, sous les dorures du théâtre Antoine, le Tout-Paris a répondu présent à l'invitation de *La Règle du jeu*, la revue littéraire fondée par Bernard Henri-Lévy. Politiques, intellectuels, journalistes et éditorialistes, comédiens et artistes se sont réunis pour dire leur écoeurément face au retour de l'antisémitisme en France.

Au premier rang, sous l'œil des photographes, la maire de Paris Anne Hidalgo s'affiche aux côtés de Yonathan Arfi, le président du Crif, et de la rabbinne Delphine Horvilleur. Un peu plus loin, la directrice de *Franc-Tireur* Caroline Fourest se presse pour saluer les anciens ministres Jean-Michel Blanquer et Manuel Valls. Ce dernier, promoteur des gauches irréconciliables sous le quinquennat Hollande, fustige d'emblée « l'alliance de l'islamisme, du



KAK

gauchisme et du wokisme à laquelle nous assistons depuis l'attaque terroriste du Hamas, le 7 octobre ». Le cercle des « amis du soutien inconditionnel au massacre » au grand complet, dirait sans doute l'insoumis en chef en observant le parterre des invités.

Au grand complet ou presque, car voilà Yaël Braun-Pivet qui fait son apparition sous les applaudissements nourris de la salle. Ici, chacun songe aux

courriers anonymes de menaces que reçoit la présidente de l'Assemblée nationale, saluant son « courage » d'avoir requis à l'encontre du député LFI Sébastien Delogu le plus haut niveau de sanction pour avoir brandi un drapeau palestinien dans l'hémicycle.

« Incendiaire des esprits ». Ici, chacun scrute les saillies de Jean-Luc Mélenchon érigé en « ennemi de la Ré-

publique » dans une partie de la communauté juive et au-delà. Dimanche, dans un billet de blog au vitriol, le patriarche insoumis a aggravé son cas en affirmant que « l'antisémitisme reste résiduel en France ».

Qu'importe si en 2023, le ministère de l'Intérieur a dénombré 1700 actes antisémites, soit quatre fois plus qu'en 2022 ; plus de deux tiers de ses actes

Page 2

## Coup d'envoi du « Pass rail »... et d'une bataille de communication

### Train-train

A PARTIR DE CE MERCREDI, les jeunes âgés de 16 à 27 ans peuvent acheter un « Pass Rail » qui leur permet de voyager en train de manière illimitée pendant un mois pour 49 euros. L'offre souffre toutefois de quelques restrictions : les TGV et les trains d'Ile-de-France (RER, Transilien) sont exclus ; la période de validité ne concerne que juillet et août. L'idée initiale, portée par le ministre des Transports de l'époque, Clément Beaune, concernait l'ensemble des Français et courait sur toute l'année.

Son successeur, Patrice Vergriete, s'est battu pour sauver une idée mal embarquée et promise par Emmanuel Macron en septembre dernier. Au dernier moment, Patrice Vergriete

avait rendu responsable d'un échec attendu les présidents des Hauts-de-France, d'Auvergne-Rhône-Alpes et de Normandie. Xavier Bertrand, Laurent Wauquiez et Hervé Morin accusaient

l'Etat de faire peser sur les finances locales une trop forte charge.

Les derniers obstacles n'ont été levés qu'en milieu de semaine dernière. Hervé Morin soulignait la particularité de sa région normande : les lignes Intercité sont gérées par le conseil régional. Celles reliant Paris à la côte sont très empruntées. Chaque jeune à bord représentera un manque à gagner pour la collectivité locale, en cela qu'il occupe une place payante.

Les conseils régionaux souhaitent également que la billetterie passe par leur site Internet. Le gouver-

nement a réussi à imposer la réservation du « Pass rail » par un site national. Cela lui permet de ne pas laisser totalement la main aux régions alors qu'il finance 80 % du dispositif. Une bataille de communication s'est déjà engagée. Vendredi, Laurent Wauquiez a annoncé le lancement de cet abonnement ferroviaire, cinq jours avant qu'Emmanuel Macron ne publie sa vidéo « selfie » sur les réseaux sociaux. Le gouvernement aimerait bien en avoir pour son argent.

Matthieu Deprieck  
@mdprieck

### Européennes : Dati livre ses vérités



SIPA PRESS

« Ceux qui veulent nationaliser ce scrutin démontrent leur faiblesse et leur impuissance à proposer un avenir pour l'Europe », estime Rachida Dati dans un entretien à l'Opinion. Pour la ministre de la Culture, le bilan de la majorité présidentielle épouse le programme de la droite. Elle encourage les électeurs de sa famille politique à voter pour la liste de Valérie Hayer

Page 4

### Euro de foot : l'Allemagne au défi de la sécurité

L'Etat islamique au Khorassan a diffusé en mai un appel à commettre des attentats dans plusieurs villes hôtes

### Guerre des clans chez les Economistes atterrés

Les décroissants s'opposent violemment aux keynésiens, plus classiques, dont certains sont menacés d'exclusion

Page 6

### Rendez-vous de « déglaciation » entre syndicats et patronat

Après l'échec sur l'assurance-chômage, les partenaires sociaux cherchent à repartir sur de bonnes bases

Page 5



# Mélenchon, le diable s’habille en Gaza

|| | **Suite de la page 1**

ayant eu lieu depuis le 7 octobre. Pourvu que Jean-Luc Mélenchon puisse se réjouir que « le rayon paralysant abusif de l’accusation d’antisémitisme soit désormais sans effet » sur les jeunes militants pro-palestiniens. Une bascule émotionnelle a eu lieu : les images des enfants morts sous les bombes de Tsahal à Rafah ont frappé les consciences, le témoignage d’un médecin sur les sévices subis par les détenus palestiniens dans le « Guantanamo israélien » aussi.

Alors, pourquoi injecter une ultime dose de soufre à six jours des élections européennes, alors que les insoumis se félicitent d’être tombés « du bon côté de l’histoire » ? Sauf à se couper des réseaux sociaux, nul ne peut contester à la liste LFI, incarnée tout entière sur les sévices subis par les détenus palestiniens dans le « Guantanamo israélien » aussi. Mais d’après les stratèges insoumis, « l’estime acquise dans les quartiers populaires l’a toujours été par la conflictualité ».

Il faut donc creuser ce sillon. En jouant avec la mémoire de la Shoah, Jean-Luc Mélenchon se fait un devoir d’affoler « le cirque de l’inquisition médiatique ». Ce, pendant que ses bras armés à l’Assemblée agitent l’étendard palestinien à l’image de Rachel Keke ce mardi.

De ce point de vue, la soirée au théâtre Antoine s’est déroulée comme l’avait prévue Jean-Luc Mélenchon. « Non, l’antisémitisme n’a rien de résiduel », lui a d’abord répondu Yaël Braun-Pivet. En maître de cérémonie, Bernard Henri-Lévy a planté la première banderille

**« Il y a quelque chose de nauséabond. Le leader de LFI et ses porte-flingues participent à la libération d’une parole antisémite »**

contre un mouvement « peuplé de gens qui parlent comme Edouard Drumont ». « Incendiaire des esprits », « complices du Hamas », « soumis aux islamistes »... le réquisitoire anti-LFI dure ainsi plusieurs heures au cours desquels le septuagénaire en campagne pour 2027 se retrouve, de fait, au cœur des débats. Ce sont eux qui font preuve d’un « clientélisme islamophobe, anti-arabe, et colonialiste », prévenait d’avance le Mélenchon dominical.

« **Du Soral !** ». Mais comment ne pas voir que la rhétorique mélenchoniste masque progressivement la judéophobie du début du siècle dernier, toujours solidement enracinée à l’extrême droite ? « Aujourd’hui, l’antisémitisme se nourrit à d’autres sources : celle d’un islam radicalisé et d’une ultragauche qui ne font plus de différence entre la critique de l’Etat d’Israël et l’antisémitisme », a ainsi affirmé Gérard Larcher (LR). Les seules fois où il aura été question des origines du Rassemblement national, c’est pour rappeler que Frédéric Chatillon, proche de Marine Le Pen et ancien du GUD, a félicité l’insoumis David Guiraud d’avoir traité son collègue franco-israélien Meyer Habib (apparenté LR) de « porc ».

« Il y a quelque chose de nauséabond. Mélenchon et ses porte-flingues participent



SIPA PRESS

**Jean-Luc Mélenchon se fait un devoir d’affoler « le cirque de l’inquisition médiatique ».**

à la libération d’une parole antisémite », déplore la présidente des Jeunes socialistes, Emma Rafowicz, en huitième position sur la liste de Raphaël Glucksmann. Elle-même est régulièrement ciblée par des campagnes de harcèlement en ligne en raison de ses liens de parenté avec le porte-parole de Tsahal, Olivier Rafowicz. Pas plus tard que lundi, Emma Rafowicz s’est vue attribuer une fausse vidéo abondamment relayée sur TikTok qui appelait au génocide des Palestiniens.

Le même jour, au Palais-Bourbon, les compagnons de route historiques de Jean-Luc Mélenchon faisaient grise mine. Aucune envie d’ajouter du bruit à la fureur, d’alimenter la chronique des frondeurs qui fomenteraient un complot pour « tuer le père ». Impossible pour eux de faire semblant de ne pas avoir lu la prose du « Vieux » qui invite ses disciples à « faire un test de sensibilité comparée » : « Essayez de comparer le martyr de Gaza et celui du ghetto de Varsovie, fusse de loin, et vous verrez vite la différence de capacité d’indignation », écrit-il. Tempête sous un crâne insoumis : « Détestable... On dirait du Soral ! », « C’est quand la fin du délire ? », « A croire que l’on peut entamer une carrière d’antisémite à 70 ans ».

A chaque outrance, le même dilemme assaille les Corbière, Garrido, Simonnet, Autain : faut-il l’ouvrir en réunion de groupe ? « Mieux vaut garder son sang-froid. Jean-Luc veut nous faire disjoncter pour ensuite nous accuser de trahison », opine l’un d’eux. A cela sert le campisme : solidariser dans l’ignominie. Jusqu’à ce que certains éprouvent le besoin de se confier. Ainsi, le député LFI de Paris, Rodrigo Arenas admet qu’il y a « des comparaisons auxquelles il ne se risquera jamais parce qu’elles réveillent une mémoire douloureuse liée à la Shoah ».

Pour lui, « Jean-Luc Mélenchon parle à son électorat et ce qu’il dit résonne au sein de LFI. Mais au-delà de la sphère militante, une grande partie des Français sont choqués par ce qu’il dit sur la question juive ». Mais qui a jamais dit que le projet du triple candidat à la présidentielle avait une vocation majoritaire ?

@A. Oberdorff

## Le conflit israélo-palestinien enrave la machine parlementaire

IL EST 15 HEURES, une fresque prend vie. Pour cette nouvelle séance de questions au gouvernement, les députés insoumis, écologistes et communistes arborent côte à côte les couleurs du drapeau palestinien. Les Républicains, eux, ont enfilé l’écharpe tricolore. Trois députés Renaissance ont fait de même.

Pénétrant dans l’Hémicycle, la présidente de l’Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet balaye la salle du regard. La rumeur, relayée par *La Tribune Dimanche*, circulait depuis plusieurs jours. « L’Hémicycle est le lieu du débat démocratique et l’expression des parlementaires se fait à l’oral », déclare l’élue.

La situation est sous contrôle. L’Insoumis Aymeric Caron pose la première question. Il souhaite savoir ce que le gouvernement « attend exactement » pour répondre « aux atrocités que subissent les Palestiniens ». Le ministre des Affaires européennes Jean-Noël Barrot, regrette qu’il n’ait pas « un mot de soutien à nos deux compatriotes retenus » en otages.

Soudain, la machine s’enraye. Comme son collègue Sébastien Delogu la semaine précédente, la députée LFI Rachel Keke brandit un drapeau palestinien. La gauche applaudit ; droite et extrême droite joignent leurs voix pour la huer.

Yaël Braun-Pivet prononce une première sanction, mais veut poursuivre la séance. « Dehors ! », hurlent les élus du RN, désormais eux aussi vêtus de l’écharpe. Il faut suspendre. La présidente consulte les présidents de groupe. Un Bureau se réunira plus tard pour décider d’une éventuelle sanction supplémentaire. D’ici là, la séance doit reprendre dans le calme. Ce sera le cas.

Tout au long de la scène, la majorité est restée impassible. L’attitude à adopter a fait l’objet d’un débat le matin même. Les discussions sont parties dans tous les sens. Certains suggérant de quitter l’Hémicycle, d’autres de ne pas sanctionner et de jouer l’indifférence, d’autres de

chanter *La Marseillaise*... Pour cette fois, le camp présidentiel a su se mettre d’accord et contenir l’événement. Mais jusqu’à quand ? La tension se fait ressentir en interne. Le conflit israélo-palestinien s’immisce partout. Y compris dans la majorité, où l’on prône pourtant la modération.

Début mai, le député MoDem Richard Ramos fait une demande pour transformer le Gevi Palestine, ce « groupe d’études à vocation internationale », en groupe d’amitiés. Une démarche surtout symbolique soumise au Bureau de l’Assemblée. Un groupe d’amitiés doit répondre à deux de ces trois critères : des relations diplomatiques, une reconnaissance de l’Etat par l’ONU et l’existence d’un Parlement. La vice-présidente MoDem de l’Assemblée, Elodie Jacquier-Laforge, estime que ce n’est pas le cas.

**Transformation.** En amont du vote, son collègue l’interpelle. Il la somme de soutenir l’initiative. Sinon, il rendra publique sa décision. L’élue en fait part à son président de groupe, qui organise un vote interne. Une majorité se dégage en faveur de la transformation. Elodie Jacquier-Laforge maintient sa position.

En Bureau, la transformation est refusée par 11 voix contre 8. La députée s’attire la colère de certains de ses collègues. Le sujet n’est plus remis sur la table. Mais l’épisode laisse des traces. « Les propos modérés ne sont pas audibles », déplore Elodie Jacquier-Laforge.

Le constat fonctionne dans les deux sens. Au sein de Renaissance, de nombreux élus regrettent que la parole soit monopolisée par une poignée de fervents défenseurs du gouvernement israélien. Pour une histoire personnelle ou une sensibilité particulière.

Autocensure. Résultat, l’heure est à l’auto-censure. « Tout est interprété de manière unilatérale et équivoque. Je ne me suis pas exprimé sur Rafah, mais si je le faisais maintenant, ce serait perçu comme étant pro-LFI », souffle un cadre macroniste. Lui a songé à rédiger une tribune qu’il voulait équilibrée. Il s’est rétracté de peur des conséquences internes.

Certains de ses collègues ont sauté le pas. Mardi 28 mai, quatre députés Renaissance publient dans l’Opinion un appel à la communauté internationale pour « mettre en œuvre concrètement un cessez-le-feu immédiat et permanent ». L’initiative est portée discrètement pour ne pas être débranchée. Après publication, les signataires reçoivent des messages. La plupart de remerciements d’avoir fait entendre cette voix.

« Il faut qu’on arrive à s’écouter et se parler pour apporter de la nuance. Ne surtout pas se monter les uns contre les autres », défend l’un de ses auteurs, Ludovic Mendes. « C’est un débat difficile », estime de son côté Mathieu Lefèvre, président du groupe d’amitiés France-Israël. Lui n’y voit pas un sujet interne. « Dans le débat public, chacun est sommé de choisir son camp. C’est cette polarisation qui rejaillit sur les élus, mais pas plus chez nous que chez les autres. »

Dinah Cohen  
@DinahCohen

## Selon une étude, la rhétorique émotionnelle envahit Bruxelles

BRUXELLES SERAIT-ELLE FROIDE et sans affect ? Une étude réalisée par L’institut des politiques publiques (IPP) que l’Opinion dévoile conclut l’inverse. Contrairement aux a priori, les députés européens usent d’un vocabulaire de plus en plus chargé d’émotion. Depuis 2019, ce n’est plus seulement l’apanage des députés dits populistes, loin de là.

Pour son étude, l’institut a analysé les transcriptions des débats tenus lors des séances plénières du Parlement européen entre 1999 et 2022. Il a mesuré si le discours se rapprochait plutôt d’un raisonnement affectif, fondé sur le « ressenti et les affects », ou d’un raisonnement cognitif, basé sur une argumentation « analytique et quantifiée ». Résultat : le niveau d’émotion a augmenté de manière significative sur la période, à hauteur de 21%.

Sans surprise, les auteurs - Hugo Subtil et Vincent Verger - remarquent que les partis populistes usent d’une rhétorique plus émotionnelle que les autres députés, avec un score d’émotion en moyenne 10% plus élevé. Ils sont populistes au sens du politologue Cas Mudde : suivant une idéologie qui conçoit le conflit politique comme une opposition entre deux parties aux intérêts irréconciliables - le « peuple pur » et les « élites

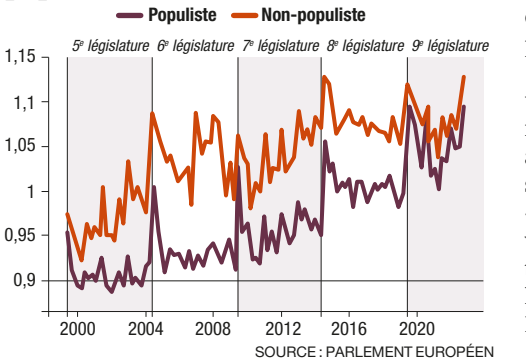
corrompues ». Ces partis jouent davantage sur des sentiments comme « la peur, la colère ou l’espoir », employant un « ingrédient extra-émotionnel », ainsi défini par la théoricienne politique Magaret Canovan.

Le choix des sujets explique ainsi 25% de l’écart émotionnel entre députés populistes et non populistes, puisque ceux-ci interviennent davantage lors de débats qui abordent des sujets plus chargés émotionnellement. L’ajout d’autres facteurs (pays d’origine, âge, sexe) n’explique que 29% de cette différence.

**Passionné.** Présents sans interruption depuis 1979, a contrario des Parlements nationaux, ils ont atteint plus de 20% des sièges en 2019, avec l’essor de la droite radicale. Etant donné la percée renouvelée de celle-ci, la rhétorique émotionnelle tendra donc à s’amplifier au lendemain du 9 juin. Le Conseil européen pourrait composer avec cinq gouvernements nationaux-populistes, si le Vlaams Belang remportait les élections générales du 9 juin en Belgique et le FPÖ celles de septembre en Autriche, en plus de Giorgia Meloni, de Viktor Orbán et du nouveau Premier ministre néerlandais soutenu par Geert Wilders.

Là où l’analyse devient intéressante, c’est lorsqu’elle démontre la contamination des autres élus du Parlement européen, qui adoptent à leur retour cette rhétorique. Ainsi, Bruxelles tend à devenir, à rebours de l’image de débats froids et technocratiques, un hémicycle aussi passionné que l’Assemblée nationale. Alors que les élus issus de partis populistes affichent un score moyen d’émotion significativement plus élevé de 10%

### Evolution du score d’émotion parmi les députés européens populistes et les autres



que les autres sur toute la période, les courbes se rapprochent nettement à partir des élections de 2019.

L’étude l’explique par deux raisons. D’une part, les députés siégeant durant deux législatures prononcent des discours plus émotionnels quand le nombre d’élus dits populistes issus de leur pays est plus élevé. D’autre part, une réelle évolution a eu lieu au moment de l’annonce du référendum sur le Brexit. Les élus en compétition avec un parti populiste puissant au sein de leur propre pays ont « augmenté de façon significative leur recours aux rhétoriques émotionnelles », toujours selon l’IPP. Ainsi, la « tonalité émotionnelle » des débats au Parlement européen a considérablement augmenté.

Toutefois, le travail de l’institut se heurte à une limite majeure - qu’il pointe lui-même - en ne mesurant pas si cette évolution dans la rhétorique a un impact sur le travail législatif. Si les échanges sont, certes, plus polarisés, l’étude souligne que « cette montée de l’émotion pourrait alors être vue comme la preuve de l’émergence d’une véritable démocratie européenne au sein de son Parlement ». Rappelant l’embrasement au sein du Palais-Bourbon.

Nina Jackowski  
@Nina\_Jacks





En 30 ans, PAPREC a construit le leader français du recyclage et de la production d'énergies vertes.

Le groupe réalise désormais 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Ses 16 000 collaborateurs œuvrent au quotidien pour la décarbonation de l'économie.

Innovation et excellence sont les clés du succès de cette incroyable aventure humaine et industrielle.

5 JUIN 2024  
LA JOURNÉE MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT  
Paprec Coved - Buc (78)





**Rachida Dati** estime que le bilan de la majorité présidentielle épouse le programme de la droite et encourage les électeurs de sa famille politique d’origine à voter pour la liste menée par Valérie Hayer

## « Ceux qui veulent nationaliser ce scrutin démontrent leur faiblesse à proposer un avenir »

### Européennes

La campagne pour les élections européennes vit ses dernières heures. **La liste menée par Valérie Hayer reste toujours très loin (15% des intentions de vote) de celle de Jordan Bardella (33%)**, selon le sondage quotidien Ifop pour Sud Radio, LCI et *Le Figaro*.

#### Interview Matthieu Deprieck

Un Français sur deux envisage de ne pas se rendre aux urnes ce dimanche. Parmi eux, figurent des électeurs d’Emmanuel Macron. Que leur dites-vous pour les convaincre de voter ?

Qu’il faut s’extraire des polémiques politiques et être à la hauteur de la France et du bilan du président de la République. Son bilan, c’est la loi immigration, la réforme des retraites, la loi de programmation militaire, la revalorisation du travail, la transition écologique. Sur le plan européen, il a obtenu 800 milliards d’euros d’investissements, qui ont bénéficié à 250 000 PME et TPE. C’est autant de Français qui ont pu garder leurs emplois et leur pouvoir d’achat. L’adoption du pacte asile-immigration que tout le monde attendait va permettre de maîtriser les flux migratoires.

Vous avez rappelé ce bilan mardi matin sur RTL et ce mercredi dans les colonnes de l’Opinion. Vous vous mobilisez beaucoup à quelques jours du scrutin. Cela signifie-t-il que l’heure est grave pour la majorité présidentielle ?

Il faut toujours être mobilisé à tous les instants au plus près des préoccupations des Français. Quel que soit le jour, à six mois, à un an, à deux jours d’un vote, il faut inciter les gens à voter et répondre à leurs préoccupations.

#### La majorité est-elle en danger ?

Le danger, c’est l’abstention. Le danger est pour l’Europe. Va-t-on se satisfaire d’envoyer des parlementaires qui n’auront aucun poids politique ? Le Parlement européen, ce sont des compromis avec des groupes centraux. Or, le groupe de la majorité présidentielle est un groupe central qui a obtenu les avancées politiques que je vous ai citées.

Vous qui venez de la droite, comment pouvez-vous convaincre les électeurs de votre famille politique de voter pour la majorité présidentielle ?

La flat tax, la réforme du droit du travail, la loi immigration, la réforme de la justice ou la loi de programmation militaire, c’était le programme de la droite. Pourquoi se retrancher dans des oppositions ? Il faut être cohérent.

Ces électeurs de droite peuvent être refroidis par certains propos tenus par des colistiers de Valérie Hayer. Elle-même a refusé de faire le lien entre immigration et délinquance. Cela n’inquiète-t-il pas les électeurs de droite ?

Valérie Hayer a précisé ses propos. Elle refuse d’essentialiser l’immigration et de placer un signe égal entre délinquance et immigration. Elle a raison. Le lien à faire est entre délinquance et problème d’intégration.



SIPA PRESS

« Une réindustrialisation de la France grâce à l’Europe bénéficie aux Français, comme une maîtrise des flux migratoires », martèle la ministre de la Culture.

Il y a six mois, avant votre entrée au gouvernement, vous auriez voté pour la liste de François-Xavier Bellamy ?

Les Républicains n’ont pas voté le pacte asile-immigration alors que c’était un projet que nous avions depuis 2008, lors la présidence française de l’Union européenne. Lorsque j’étais au Parlement européen, j’étais en charge pour mon groupe politique d’établir une liste des pays sûrs pour qu’il n’y ait pas d’effets d’aubaine. Ce pacte asile-immigration s’inscrit dans la continuité et était attendu par les Français.

En quoi ce scrutin est-il déterminant pour la suite du quinquennat ?

Ceux qui veulent nationaliser ce scrutin démontrent leur faiblesse et leur impuissance à proposer un avenir pour l’Europe. Je ne vais pas attaquer les uns ou les autres. J’en appelle à la responsabilité des Français, qu’ils aient conscience du bilan au Parlement européen de la liste de la majorité présidentielle. Quand j’étais au Parlement européen, nous voulions un grand emprunt européen que nous n’avons pas obtenu. En raison des circonstances liées à la crise du Covid-19, nous avons obtenu 800 milliards d’euros investis en Europe et en France.

Vous dites qu’il ne faut pas nationaliser ce scrutin. Mais les Français le veulent. Ils disent que le pouvoir d’achat est leur première préoccupation. Ce n’est pourtant pas un sujet européen.

Une relance de l’économie européenne bénéficie à la France. Une réindustrialisation de la France grâce à l’Europe bénéficie aux Français, comme une maîtrise des flux migratoires.

Quand le président de la République explique qu’à scrutin européen, leçons européennes, qu’est-ce que cela signifie ? Que le 10 juin, on regarde l’extrême droite atteindre un niveau record sans rien faire ? Je ne me suis jamais prêtée au jeu de la politique-fiction. Je fais campagne jusqu’à la dernière minute et la dernière seconde. Rien n’est encore joué !

@mdeprieck

## Ainsi va la France L’attaque de la diligence olympique

### La chronique de David Lisnard



Qui est donc cet égoïste social qui considère que l’autre doit toujours payer pour lui ? Quel ressort moral peut animer une revendication fondée sur l’idée que le contribuable, le cotisant, l’usager, le client, doivent systématiquement consentir à un coût supplémentaire, renoncer à leur propre pouvoir d’achat ou/et d’épargner, c’est-à-dire consacrer sans cesse davantage de leur revenu aux revendications de ceux que leur statut met en position de force ?

Quelle est la réalité d’une démocratie sociale qui ne se soucie pas d’équité ? Où sont passés les pétris d’égalitarisme face à une criante distorsion sociale entre la majorité de la société, celle exposée à la compétition et au risque, dont la richesse disponible résulte essentiellement de l’effort, et le petit univers des bénéficiaires d’une rente de situation, déjà dénoncée il y a plus de quarante ans par François de Closets dans *Toujours plus*, car liée à une activité vitale pour le pays ?

Cet égoïste social qui a souvent le privilège de la sécurité de l’emploi et toujours celui de protections syndicales décorrélées de la performance professionnelle, a trouvé un nouveau moyen de chantage sur la majorité silencieuse et contributive : les Jeux olympiques. Les derniers en date à utiliser ce prétexte sont les agents de la SNCF, puis du transport aérien, jamais en reste pour accroître leurs privilèges sans omettre de draper leurs revendications pécuniaires sous des considérations morales.

**Dérive.** Que les comptes publics soient à la dérive, que, s’agissant du transport ferroviaire, nous payions déjà de façon très élevée en tant que contribuables (110 milliards de soutien public à la SNCF en dix ans !) et en tant qu’usagers (le prix des billets de train est devenu souvent exorbitant), qu’importe à leurs yeux !

Les revendications de l’égoïste social, ses attentes, ses demandes supplémentaires doivent l’emporter au détriment du revenu des autres. Quitte pour cela à les priver de liberté, de se déplacer ou de recevoir la prestation due ou le service public pourtant payé. Que de telles démarches aboutissent quasi systématiquement en France démontre l’effet délétère, comme toujours, des situations de monopole ou d’oligopole sur des marchés captifs, car touchant aux besoins fondamentaux de la société, en l’occurrence pouvoir se déplacer et échanger.

C’est donc bien toute l’organisation de ces domaines d’activité qui doit être revue, pour trouver les moyens d’une émulation par une saine concurrence et permettre aux salariés de ces secteurs de progresser en pouvoir d’achat grâce non pas à leur pouvoir de nuisance, mais à l’efficacité de leur activité. Il est temps de poser le débat de la responsabilité qui doit accompagner la liberté de pouvoir cesser de travailler, du devoir qui résulte du droit de grève dans des services publics ou des entreprises monopolistiques, tous chargés d’une mission d’intérêt général.

En attendant, la litanie des revendications des agents des secteurs dits protégés va continuer, comme si faire simplement son travail pendant les Jeux olympiques méritait en soi une médaille...

Avant d’être sportive et universelle en juillet prochain, la compétition des Jeux olympiques se situe pour l’instant plutôt sur le plan social, avec des surenchères revendicatives relevant davantage de l’attaque de la diligence que du dialogue entre employeur et employés.

Alors que la flamme olympique continue son parcours dans le pays, nous avons hélas trop souvent l’impression que, quoi qu’il arrive, c’est la flamme d’une certaine indécence française qui ne s’éteint pas et ne s’éteindra pas. Ainsi va la France.

@davidlisnard

David Lisnard est maire de Cannes et président de Nouvelle Energie.

## La maîtrise de la dépense publique ou la transition énergétique ? La transition énergétique ou la maîtrise de la dépense publique ? Les toitures photovoltaïques ciblées par Bercy

### Lumières

En recherche d’économies, Bercy envisage de revenir sur un mécanisme de soutien à l’électricité photovoltaïque produite sur les toits. **Le monde agricole serait le premier à en souffrir, puisqu’il concentre les deux tiers des installations.** Cela pourrait aussi tarir une des sources les plus efficaces d’énergie renouvelable.

#### Emmanuelle Ducros

CARAMBOLAGE D’OBJECTIFS. « La nécessité de raboter la dépense publique aura-t-elle raison de l’urgence de développer le photovoltaïque agricole pour accélérer la transition énergétique et améliorer la souveraineté énergétique ? » C’est la crainte d’Olivier Dauger, administrateur de la FNSEA, chargé des dossiers climat, énergies et carbone. Et avec lui, de tous les agriculteurs qui envisagent de transformer le toit de leurs bâtiments en centrales solaires. Ils sont nombreux, car cela marche bien.

**Objectifs.** Depuis 2021, ces panneaux photovoltaïques ont fleuri. Les deux tiers des installations annuelles dites « de grande toiture » concernent les hangars, granges et autres stabulations. Un changement des règles a beaucoup dynamisé le segment. Alors que la limite était, auparavant, fixée à 100 kW de puissance installée pour bénéficier du rachat automatique de l’électricité par EDF à prix garanti et sans appel d’offres, elle avait été portée à 500 kW.

« Cela signifie, explique David Gréau, le délégué général d’Enerplan, le syndicat professionnel du photovoltaïque, qu’on a beaucoup simplifié le montage des projets pour les agriculteurs. La garantie du rachat de la production a donné de la visibilité, accéléré les dossiers et facilité les financements. Et donc, les agriculteurs se sont lancés. »

Conséquence, alors qu’elle était en retard sur ses objectifs photovoltaïques, la France a fini par les dépasser. Elle a installé, l’an passé, 2 GW de puissance « de grande toiture » et a atteint un total de 20 GW, quand elle visait 18 GW. Un beau succès ! Mais voilà. Cela marche trop bien, et finit par coûter cher à l’Etat. « Quand EDF rachète l’électricité à prix garanti, c’est l’Etat qui com-

### Le ministère de l’Agriculture plaide pour ne pas toucher à ce qu’il considère comme une dépense d’investissement

pense, s’il y a lieu, la différence entre ce tarif et le prix spot de l’énergie, explique Jules Nyssen, à la tête du Syndicat des énergies renouvelables. Or, les prix de l’électricité ont beaucoup baissé... Et la facture pour l’Etat a augmenté. « Ce n’est pas toujours le cas. L’Etat n’a pas à compenser quand les prix sont hauts. Mais alors qu’il est à la recherche d’économies, il envisage de revenir sur ce mécanisme de soutien aux énergies renouvelables temporairement coûteux.

Pour l’instant, une seule réunion interministérielle a eu lieu à Bercy, le 27 mai. Toutes les hypothèses sont encore sur la table. Bercy envisage de mettre en place une enveloppe fermée qui remplacerait le guichet ouvert : seuls les premiers porteurs de projets bénéficieraient du rachat automatique par EDF. Autre hypothèse : imposer à nouveau aux projets de plus de 100 kW de puissance installée de postuler à des appels d’offres pour vendre leur électricité. Et donc de souffrir d’un grand flou sur sa rentabilité économique.

**Démantèlement.** Cela mettrait un coup d’arrêt au développement de la production photovoltaïque sur les toitures agricoles. Le ministère de l’Agriculture plaide donc pour ne pas toucher à ce qu’il considère comme une dépense d’investissement. « Cette forme d’agrivoltaïsme a beaucoup d’avantages, explique le cabinet de la ministre déléguée à l’Agriculture Agnès Pannier-Runacher. Elle permet de gagner vite des capacités de production, sans artificialisation des sols et sans grignoter la surface agricole. C’est indispensable pour la transition énergétique ! »

Sans compter que le démantèlement du dispositif interviendrait alors que la crise agricole n’est pas terminée. « Chaque GW d’électricité photovoltaïque de grande toiture installé en France génère 350 millions de revenus pour les porteurs de projets », compte Jules Nyssen. A raison de 2 GW par an, portés aux deux tiers par le monde agricole, l’Etat pourrait, en changeant les règles, le priver de 470 millions.

@emma\_ducros



Pierre Brossollet a pour objectif de valoriser le sous-sol sous différentes formes dans la transition énergétique

# Le patron d'Arverne en croisade pour la géothermie

## Combattant

L'entreprise, **qui a levé 167 millions d'euros en 2023 sur Euronext**, tient son assemblée générale le 7 juin.

Irène Inchauspé

« NOTRE SOUS-SOL regorge de trésors qui sont l'apanage d'experts qui viennent de l'industrie pétrolière », affirme Pierre Brossollet, PDG d'Arverne et palois d'adoption. Il a fait un séjour à Pau dans les années 2000 comme ingénieur chez Total, sur des sujets de stockage de CO<sub>2</sub>, pour ensuite aller dans d'autres pays, comme il est d'usage dans ce secteur. En 2010, il rejoint un autre pétrolier, Maurel et Prom, avec Jean-François Hénin qui lui a donné l'en-vie d'entreprendre.

Quand l'entreprise passe sous pavillon indonésien, en 2018, Pierre Brossollet se lance. « J'avais l'idée de transférer l'expertise des pétroliers au monde de la transition, c'est la genèse d'Arverne », explique-t-il. Où l'implan-ter ? Ce père de cinq enfants choisit Pau. Le bassin du Sud-Ouest a un gros potentiel, c'est un véritable écosystème du sous-sol. Quelques années plus tard, Arverne fait le grand écart vers l'Alsace où il développe sa filiale Lithium de France. Sud-Ouest, Nord-Est et aussi Paris, puisque le groupe est aujourd'hui coté sur Eu-ronext, après avoir levé 162 millions d'euros en septembre dernier. Pourtant l'entreprise, qui compte 180 personnes, a réalisé 10,1 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2021 et ne pro-pose pas de résultats mirifiques à court terme.

C'est son modèle original qui a convaincu les investisseurs. Arverne va chercher de la chaleur et du lithium dans le sous-sol français. Comment ? En forant d'abord un puits autour de 2000 mètres, dans lequel on pompe de l'eau qui sort à 130 degrés puis est refroidie à 70 degrés. Ensuite, ces calories récupérées, qui sont de l'énergie pure, sont envoyées à des gros ou petits industriels, voilà pour la chaleur. Quand l'eau est refroidie, elle est envoyée dans un filtre à café, qui est en fait un filtre à lithium. Ensuite, il faut raffiner le sel de lithium obtenu. Une thématique singulière. Chez Arverne, on ne parle pas lithium sans parler chaleur, ce qui présente plusieurs avantages.

**Acceptabilité.** Dès que l'on évoque un forage se pose des problèmes d'acceptabilité sociale. « La puissance du lithium est démulti-pliée par le fait qu'en parallèle nous proposons de la chaleur locale, qui vient décarboner des usages qui touchent les personnes, rappelle Pierre Brossollet. Nous ne vendons pas seule-ment un produit. » Avoir l'adhésion de la popu-lation est un bon début.

Ensuite, le double débouché fait que le modèle d'Arverne ne dépend pas que du li-thium. Or, le cours de celui-ci ressemble à des montagnes russes. A partir de 2021, il a connu un essor inédit en raison des prévisions de croissance sur le marché des véhicules élec-triques. Le principe de réalité a finalement fait dégringoler le lithium qui a perdu 80% de sa valeur en 2023.

« Pour ceux qui ont connu le monde du gaz et du pétrole, et nous sommes nombreux dans ce cas, nous savons que ces marchés, comme ceux des métaux, sont cycliques, rappelle le patron d'Arverne. Les prévisions sérieuses font état d'une hausse forte de la demande dans les années qui viennent. » En 2023, l'Agence internationale de l'énergie s'inquiétait des risques de retard dans les pro-jets de production du lithium.

Côté chaleur, les perspectives semblent aussi prometteuses. « On pourrait penser que Renault, qui est à notre capital, ne vient que pour le lithium, mais il s'intéresse également à la géothermie pour décarboner ses usines », explique Pierre Brossollet. Il rappelle aussi qu'il faut changer dix millions de chaudières en France, et 100 millions en Europe, instal-lations qui peuvent être remplacées par des pompes à chaleur alimentées par de la géo-thermie.

Souveraine, sobre et non intermittente, cette technique n'a guère été encouragée ces dernières années. « C'est incroyable qu'on l'ait oubliée si longtemps et on en parle en-core de façon trop timide, juge le dirigeant. Il faut qu'elle ait toute sa place dans le mix éner-gétique, alors qu'il n'est question que d'élec-tricité, de renouvelables et de nucléaire. » Au-jourd'hui, on évoque rarement la chaleur qui



ARVERNE GROUP

Forage d'un puits d'eau thermique à Jonzac, en Charente-Maritime.

représente pourtant 42% de notre consom-mation d'énergie. Pierre Brossollet reste opti-miste. « Nous avons un socle de revenus liés à notre activité forage, notre première produc-tion d'eau chaude aura lieu fin 2025, et celle de lithium géothermal en 2027 », annonce-t-il. Un contrat est déjà passé avec Renault, pour la livraison de 25 000 tonnes de lithium sur une durée de cinq ans à partir de cette date. Et c'est à Arverne que l'Etat a accordé le plus de permis - neuf - de recherche de géothermie et de lithium.

@iinchausep

# L'Etat islamique au Khorassan a diffusé en mai un appel à commettre des attentats dans plusieurs villes hôtes de la compétition Euro de football : l'Allemagne met le paquet sur la sécurité

## Menaces

**Les autorités allemandes n'ont pas « d'indice concret » sur la préparation d'un attentat djihadiste lors de l'Euro 2024 de football**, a indiqué mardi le ministre de l'Intérieur Nancy Faeser. Berlin prend toute-fois très au sérieux cette menace, comme les risques posés par les hooligans ou les tenta-tives de déstabilisation menées par la Russie.

Luc André (à Berlin)

L'ATTAQUE PERPÉTRÉE vendredi dernier sur une grande place de Mannheim est un des cau-chemars des responsables de la sécurité de l'Euro 2024 de football. Un homme, inconnu des services de police jusque-là, a sorti un cou-teau lors d'un rassemblement organisé par une association hostile à l'islam. L'Afghan de 25 ans a tué un policier et blessé cinq autres personnes avant d'être maîtrisé. La thèse d'un individu isolé et radicalisé est retenue par les enquêteurs. Le type de situation casse-tête lors d'une com-pétition étalée sur un mois (14 juin-14 juillet) et dix stades et qui pourrait rassembler douze mil-lions de personnes devant des écrans géants aux quatre coins du pays, selon le gouvernement. La ministre fédérale de l'Intérieur, Nancy Faeser, a promis mardi un déploiement exceptionnel, ins-piré des expériences de gestion de grands événe-ments. Les policiers ont interdiction de poser des congés pendant le tournoi.

Des hooligans aux attaques informatiques en passant par les groupes islamistes ou hostiles à l'Ukraine, qui participe au tournoi, les menaces potentielles ne manquent pas. Les forces de sé-curité allemandes, qui installeront un PC dédié près de Düsseldorf, auront un œil particulier sur les éventuels agissements de l'Etat islamique au Khorassan, la filiale de Daech active en Afgha-nistan et en Asie centrale. Ces derniers mois plusieurs cellules ont été démantelées sur le territoire allemand. Il a fait parler de lui aussi en Belgique, avec l'assassinat de deux supporters

Après l'échec retentissant de leur négociation, les partenaires sociaux cherchent à repartir sur de bonnes bases

# Rendez-vous de « déglaciation » entre syndicats et patronat

## Nouveau départ

Lundi 3 juin, Frédéric Souillot, secrétaire général de Force ouvrière, **a convié les chefs de file des sept autres organisa-tions syndicales et patronales** au siège de sa centrale.

Sarah Spitz

« RÉCHAUFFER LES RELATIONS », « se serrer la main et passer l'éponge »... Après le rêve brisé de récupérer le dossier de l'assurance-chô-mage, les partenaires sociaux, encore sonnés, tentent de recoller les morceaux. Lundi soir, tous les chefs de file des organisations patro-nales ont répondu présents à l'invitation de Frédéric Souillot, secrétaire général de Force ouvrière et organisateur en chef de ce rendez-vous de « déglaciation ».

Deux mois plus tôt, les yeux rouges de fatigue et la mine déconfitée, les négociateurs des différentes centrales actaient, en pleine nuit, l'échec de quatre mois de pourparlers sur le pacte de vie au travail, dont dépen-dait l'avenir de l'assurance chômage. Tout le monde a été pris de court. Le scénario qui tenait la corde était plutôt celui d'un accord, même faible, qui leur aurait permis de gar-der la main sur ce dossier. Cet épisode a un désagréable air de déjà-vu pour eux. En 2019, déjà, un accord leur avait déjà échappé sur les règles du chômage, dont ils avaient dû lâcher les rênes à l'exécutif.

Dans les jours qui ont suivi ce nouvel échec, chaque camp, amer, tenait l'autre pour responsable, en attendant l'annonce d'une

nouvelle réforme du gouvernement. La réu-nion de lundi avait donc pour but de tourner la page. Dans une ambiance ni spécialement détendue ni particulièrement crispée, cha-cun a pris la parole à tour de rôle et a partagé le même bilan : « on n'a pas été bons, collec-tivement », résume Cyril Chabanier, à la tête de la CFTC. Les participants jugent plutôt positivement l'échange. « Les discussions ont été très franches et directes sur le constat. Maintenant, il faut trouver la bonne méthode pour y arriver... », ajoute François Asselin, président de la CPME.

« **Déloyal** ». Repartir sur de bonnes bases, cela se fait plus ou moins naturelle-ment selon les organisations. Les syndicats serrent les rangs face au projet de réforme de l'assurance-chômage du gouvernement, qu'ils décrient unanimement. D'ailleurs, dès le lendemain du rendez-vous, ce mardi, l'intersyndicale a fait son retour en signant un communiqué commun qui donne rendez-vous le 11 juin avec des économistes opposés à la réforme. Plusieurs syndicats ont d'ores et déjà affirmé ou laissé entendre qu'ils comp-taient attaquer le décret de la réforme devant le Conseil d'Etat.

En face, les représentants des employeurs partagent, eux aussi, des revendications communes. Certains espèrent notamment obtenir la baisse de 0,05% des contributions versées par les entreprises à l'assurance-chô-mage, qui représenterait 1,5 milliard d'euros d'ici à 2027. Celle-ci avait été validée dans les

*Les numéros uns prévoient de se retrouver plus souvent, en personne plutôt qu'en visio. Objectif : échanger plus fréquemment, « sans tabou » pour identifier plus vite les points de blocage*

discussions entre partenaires sociaux avant que l'échec de la nuit du 9 avril ne vienne tout balayer. Depuis, le gouvernement ne semble pas enclin à reprendre cette mesure.

Malgré cela, le front patronal paraît tou-jours aussi fissuré. Les relations entre le Medef et la CPME d'un côté, l'U2P de l'autre, restent fraîches. Après l'échec de la négocia-tion, l'U2P a remis sur la table un sujet que les deux autres organisations pensaient avoir réussi à enterrer, le Compte épargne-temps universel (Cetu). Par communiqués interpo-sés, chacun s'était accusé d'être déloyal. Des tensions toujours visibles lundi soir, selon plusieurs participants.

Le dossier n'est pas près d'être refermé. L'exécutif prépare un projet de loi « Travail 2 » pour l'automne. Si les partenaires sociaux ont peu d'informations sur ce qu'il contiendra, la ministre du Travail, Catherine Vautrin, s'ins-pirera sans doute de l'accord suscité par l'U2P.

D'autres sujets paritaires ont été balayés lors de l'échange de mardi, dont l'objet se bornait à renouer le dialogue entre numéros uns. Parmi eux, une divergence sur l'inter-prétation juridique d'un article de leur texte d'accord sur les accidents au travail et les maladies professionnelles, qui en bloque la mise en œuvre. A l'approche du Projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) à l'automne, le sujet explosif de l'Agirc-Arrco a aussi été évoqué. Tout comme la revue des seuils sociaux, à partir desquels des obliga-tions s'appliquent aux entreprises, qui est une composante du projet de simplification porté par Bercy.

Pour avancer tant bien que mal sur ces dif-férents dossiers, le rendez-vous a débouché sur des bonnes résolutions. Les numéros uns prévoient de se retrouver plus souvent, en personne plutôt qu'en visio. Objectif : échan-ger plus fréquemment, « sans tabou » pour identifier plus vite les points de blocage. « On n'a pas le choix : il faut qu'on se parle », plaide Frédéric Souillot. Cela nécessite de libérer les agendas, bien remplis. La soirée du 3 juin n'y a pas échappé. Prévu pour durer trois heures, plusieurs chefs de file avaient des contraintes. Le rendez-vous a été écourté.

@sarah\_spritz



# Les décroissants s’opposent violemment aux keynésiens, plus classiques, dont certains sont menacés d’exclusion

## Les Economistes Atterrés rejouent la fracture de la gauche

### Schisme

Une assemblée générale extraordinaire pour changer les statuts de l’association est convoquée pour le 8 juin, à la veille des élections européennes, à l’occasion desquelles s’affrontent deux lignes.

Marc Vignaud

« QUAND ON SE CONSIDÈRE à l’avant-garde de l’avant-garde, on s’autorise tout car les autres sont des traîtres ». Christophe Ramaux a visiblement du mal à avaler la pilule. L’année dernière, ce membre éminent des Economistes Atterrés, un groupe qui s’est fait connaître pour son combat contre les solutions « néolibérales » dans le sillage de la crise financière de 2008, prépare la publication d’un livre. Intitulé *Penser l’alternative, réponses à 15 questions qui fâchent*, cet ouvrage coécrit défend le protectionnisme, contre le fédéralisme européen, mais aussi contre l’allocation universelle ou encore les propositions d’annulation de la dette publique, la décroissance et la sortie du nucléaire.

Depuis la publication du célèbre *Manifeste* de 2010, puis du *Nouveau manifeste des Economistes Atterrés* en 2015, le groupe ne publie plus au nom du collectif. La bannière est toujours là, mais seuls les auteurs engagent leur responsabilité sur ce qu’ils écrivent. « A l’époque, on avait consacré une énergie considérable à essayer de converger, inclure les positions des uns et des autres. Cela avait été terrible », se remémore Christophe Ramaux qui participe alors à la rédaction du second opus. C’est donc en son nom et celui de ses quatre coauteurs, David Cayla, Henri Sterdyniak, Jacques Rigaudiat et Philippe Léger que Christophe Ramaux, s’apprête à publier le livre, avec, tout de même, le label de l’association en couverture. « Dès la page 2, assure-t-il, on avait proposé de préciser qu’il n’engage que ses auteurs, car certains économistes atterrés n’étaient pas d’accord avec telle ou telle proposition. »

Las. Le Conseil d’administration des Atterrés refuse d’accoler sa marque, arguant que le texte ne respecte pas le projet initial de présenter des alternatives sans trancher en faveur

**« Sur la boucle de mails internes aux Atterrés, Eric Berr, comme les gens issus d’Attac, entretiennent la zizanie et l’idée qu’il faut nous exclure », dénonce Christophe Ramaux**

des propositions des auteurs. Et propose de le remanier largement en repoussant la publication. Le texte sera finalement publié tel quel chez Fayard sans mention des Atterrés. Henri Sterdyniak fait pourtant parti des « quatre initiateurs de la démarche » du groupe en 2010, aux côtés de Philippe Askenazy, Thomas Coutrot et André Orléan.

**Fossé.** « Il y a un point d’accord entre nous tous contre le néolibéralisme, la finance libéralisée, le libre-échange. En revanche, sur les alternatives, il y a des divergences depuis toujours. Pendant deux siècles, c’était le socialisme ou le communisme. Avec la chute du mur de Berlin, il n’y a plus d’alternative évidente », explique Christophe Ramaux. Lui se définit comme faisant partie du groupe « keynésien-républicain », par opposition aux « plus gauchos » des atterrés, souvent favorables à la décroissance. Un clivage qui traverse toute la gauche française.

Sur la boucle des Economistes Atterrés, le fossé se creuse entre les deux lignes. « La tendance très décroissante, majoritaire, a pris l’habitude de voter comme un seul homme ce qui posait une question délicate pour l’autre tendance qui n’avait pas envie de se faire imposer le primat de la réduction du temps de travail ou la possibilité d’annuler les dettes publiques », considère le keynésien Henri Sterdyniak. La situation se tend d’autant plus que Christophe Ramaux « n’est pas un champion de la diplomatie », reconnaissent ses proches camarades.

La fracture finit par émerger fin octobre 2023 dans une enquête publiée par *Marianne*. L’hebdomadaire tendance souverainiste de gauche a eu accès à des mails de la boucle des Economistes Atterrés faisant état de l’opposition entre



SIPA PRESS

Le keynésien **Henri Sterdyniak** (à gauche) et **Eric Berr**, proche de la France insoumise, incarnent le clivage actuel au sein de l’association.

les deux camps. En février 2024, lors d’une assemblée générale, l’idée d’exclure certains membres du conseil d’administration s’affirme. Selon Ramaux et Sterdyniak, elle est portée par Eric Berr, un économiste très proche de la France Insoumise, et par des membres d’Attac, comme Dominique Plihon ou Jean-Marie Harribey, ancien coprésident de cette association et de son conseil scientifique. Ces derniers se sont opposés au projet des deux premiers de transformer le cercle des Economistes Atterrés afin de l’ouvrir davantage à d’autres disciplines.

« Sur la boucle de mails internes aux Atterrés, dénonce Christophe Ramaux, Eric Berr, comme les gens issus d’Attac, entretiennent la zizanie et l’idée qu’il faut nous exclure. Berr considère que les Economistes Atterrés sont une structure rivale, en termes de production intellectuelle, à l’Institut La Boétie ». L’Institut en question n’est autre que le think-tank de la France Insoumise... « Que je sois engagé dans l’Institut La Boétie, n’a rien à voir en la matière et sert juste à me disqualifier et à régler des comptes personnels avec un mouvement politique, balaye Eric Berr. Beaucoup d’Economistes Atterrés ont eu ou ont encore d’autres engagements associatifs ou politiques. Cela est plutôt une source de richesse, ce qui montre bien qu’il y a du pluralisme, et je sais faire la différence entre un engagement politique et une activité de vulgarisation scientifique », nous écrit-il.

**« Calomnies ».** Pour certains historiques, le fossé s’explique toutefois moins par une « querelle idéologique » entre quelques-uns, que par une évolution profonde des adhérents de base de l’association, « féminisée et provincialisée », qui a de plus en plus de mal avec quelques « hommes parisiens » d’un certain âge. Le champ déborde l’économie : sur France Inter, Christophe Ramaux a récemment pris publiquement position contre les blocages d’université de protestation contre la réaction israélienne aux attentats du 7 octobre...

La controverse rebondit quand Christophe Ramaux décide d’en faire à nouveau état sur le réseau social X le 28 mai, dénonçant les « oukases du sectarisme ». Réponse officielle depuis le compte des Atterrés : « une grande majorité des membres du collectif d’animation des Atterrés porte un projet de renouvellement de l’association. Ce projet vise à renforcer nos analyses critiques du capitalisme néolibéral et de la perspective de transition sociale et écologique. Il vise aussi à faire évoluer le fonctionnement de notre association sur des bases saines et apaisées. La discussion doit avoir lieu lors de l’assemblée générale convoquée à cet effet et non sur les réseaux sociaux prompts à se délecter de fausses allégations et de calomnies », peut-on ainsi lire.

De l’avis de plusieurs membres, l’assemblée générale extraordinaire devrait se solder, après un vote à bulletin secret, par l’exclusion de Christophe Ramaux et d’Henri Sterdyniak du conseil d’administration, voire de leurs coauteurs. Elle a été convoquée le 8 mai, la veille des élections européennes, qui devraient consacrer, elles aussi, la fracture entre la gauche Glucksmann et celle de la France Insoumise. Tout un symbole.

@mvignaud

## L’air du large

### Pourra-t-on oublier?

### La chronique de Frédéric Charillon



Les morts et otages israéliens du 7 octobre. Les morts palestiniens de Gaza, les frappes sur les hôpitaux et camps de déplacés. La guerre d’attrition russe en Ukraine et les déportations d’enfants. Les morts du Soudan, du Yémen, de la RDC et d’ailleurs. La répression en Iran. Moins tragiques en bilan humain, mais annonciatrices de temps mauvais, les intimidations chinoises sur Taïwan ; la fidélité aveugle de ce qui fut le « Grand Old Party » républicain à l’égard d’un homme qui ne cache pas sa volonté de vengeance envers la démocratie américaine.

Au-delà de l’analyse géopolitique de l’instant, abordons les conséquences et séquelles, à moyen terme, de la violence qui s’empare de la planète. On peut adopter une posture blasée : les relations internationales ont toujours été tragiques, la diplomatie n’a pas disparu pour autant. On a vu des processus de réconciliation succéder à des carnages. Il n’empêche. Le sujet de la mémoire politique et citoyenne à l’heure des médias globaux, de l’oubli numérique impossible, des images virales et de la concurrence des récits, s’impose.

Quelle mémoire restera des drames actuels, au sein de populations devenues acteurs géopolitiques majeurs ? Pourront-elles oublier, sauront-elles pardonner ? Les puissances qui ont pris le risque de l’engrenage pensent-elles que leur position stratégique en sortira renforcée ? Quelles ruines laisseront-elles, avec quelles chances pour quels négociateurs de réparer un jour les dégâts ?

#### MÉMOIRE DES CONFLITS

Le sujet de la mémoire de guerre et de ses conséquences politiques est un classique des sciences sociales (voir Brian M. Puaca et al., *The Memory and Commemoration of War*, 2023). La question des épisodes historiques marquants qui forgent les attitudes politiques de générations entières, ne l’est pas moins (par exemple, en France, les générations marquées par Munich en 1938, par la défaite de juin 1940, par la guerre d’Algérie). Les séquelles à long terme des événements graves sont multiples. On distingue les cas où la concorde est revenue, mais où des freins à la coopération subsistent au sein des populations (paix israélo-égyptienne, coopération entre Japon et Corée du Sud, entre la France et l’Algérie, réconciliations nationales au

**« Plusieurs puissances estiment que la soumission par la force l’emportera. A l’heure des résistances en ligne et des solidarités transnationales, ils se trompent d’époque. Mais en se trompant d’époque, ils infligent des dommages considérables »**

Rwanda ou en Afrique du Sud...), ceux où la tension persiste (ex-Yougoslavie, Liban, Inde-Pakistan, Grèce-Turquie...), et où l’état de guerre pointe toujours (les deux Corées, RDC-Rwanda...).

Les traces sociales de la violence politique survivent toujours aux traités de paix. Une méfiance peut être réactivée par des partis nationalistes, avec des effets sur les relations diplomatiques. A chaque tension sino-japonaise, on brandit le souvenir des massacres de Nankin (1937) ou de l’occupation de la Mandchourie. Idem entre Tokyo

et Séoul, avec les exactions japonaises lors de l’occupation de la Corée (1910-45). Les célébrations de la défaite serbe du Champ des Merles au Kosovo (1389) par le leader nationaliste Milosevic dans les années 1990, pour remobiliser contre l’ennemi musulman, en est un autre exemple. Par la suite, processus de paix, échanges ou simples coopérations deviennent difficiles à assumer.

#### LE PARI RISQUÉ DE LA VIOLENCE ET DE L’INTIMIDATION

Actuellement, plusieurs puissances ont choisi d’utiliser la force et de déclencher la violence pour atteindre des objectifs politiques. Elles escomptent visiblement que cette stratégie tiendra lieu de démonstration de force, intimidera leurs rivaux, subjuguera leurs adversaires, stoppera des évolutions régionales ou internationales qui pourraient leur être défavorables, ou plus simplement qu’elle servira le maintien au pouvoir d’un leader ou d’un régime. Mais avec quels résultats, et à quel prix ? A moyen terme, la facture politique sera lourde. Tout comme, en politique intérieure, le parti républicain américain sous-estime les comptes qu’il aura à rendre pour avoir succombé au culte de la personnalité au détriment de la défense de la Constitution.

Avec son invasion de 2022, Moscou a dressé pour longtemps un mur entre les deux pays. Quels que soient les gains territoriaux russes in fine, les cœurs et les esprits à Kiev et dans le reste du pays sont perdus pour la Russie. Et la Russie est perdue comme partenaire pour l’Occident. Avec son attaque du 7 octobre, le Hamas a affaibli ceux qui

**« En voulant marquer leur époque par ego ou par souci de survie politique personnelle, les hommes forts ont pris le risque de marquer au fer rouge, pour longtemps, leur propre pays »**

croyaient encore en la paix. C’était sans doute l’objectif. Mais il a aussi rendu impossible sa participation, désormais inacceptable, à l’avenir politique de la Palestine. En choisissant la violence punitive collective contre les populations de Gaza, en laissant ses ministres lancer des appels à la haine, le Premier ministre israélien a stigmatisé pour longtemps son pays. En optant pour l’intimidation et la menace contre Taïwan, Pékin inquiète l’Asie et accroît la détermination des Taïwanais. Dans leur fuite en avant répressive, les régimes iranien ou birman dopent leurs opposants.

Ces acteurs estiment que la soumission par la force l’emportera. A l’heure des résistances en ligne et des solidarités transnationales, ils se trompent d’époque.

#### QUELLE VOIE POUR LA NÉGOCIATION ?

Mais en se trompant d’époque, ils infligent des dommages considérables. Le rétablissement de la confiance, de la coexistence, de la stabilité et de l’échange sera long. Une « paix des braves » entre anciens ennemis, à l’image de ce qu’avaient tenté Yasser Arafat et Yitzhak Rabin en 1993, apparaît impossible parce que les acteurs en place n’en veulent pas et parce que les sociétés ne l’accepteraient pas : les leaders actuels symbolisent eux-mêmes, pour la société d’en face, les excès commis.

Il faut donc attendre leur départ, première étape nécessaire pour que revienne le temps de la négociation, après celui de la haine. Quand bien même de nouveaux responsables politiques assumeraient l’idée d’un retour à la raison, ils devront compter avec les ultras encouragés pendant des années par leurs prédécesseurs, qui ne manqueront pas de multiplier les provocations. Et avec des sociétés chauffées à blanc par les souffrances endurées, à Gaza, en Ukraine, ou échaudées par les menaces proférées, les excès de langage maintes fois commis. Pourront-elles oublier, et tendre la main ? Après la réconciliation franco-allemande des années 1950, tous les espoirs semblent permis. Mais pareil exemple ne s’est jamais réédité.

En voulant marquer leur époque par ego ou par souci de survie politique personnelle, les hommes forts ont pris le risque de marquer au fer rouge, pour longtemps, leur propre pays.

@charillon

Retrouvez toutes nos chroniques sur lopinion.fr



« L’esprit de la réforme actuelle est de donner plus d’importance à la soutenabilité de la dette, et d’avoir une approche de moyen terme », explique **Lucio Pench**, chercheur au think tank Bruegel

# Europe : « Les clauses sur les procédures pour déficit excessif ne sont pas si claires »

## Ajustement

**La Commission européenne doit présenter le 19 juin un avis sur le déficit excessif de onze pays dont la France.** A l’automne, elle discutera avec les Etats membres de leurs plans nationaux de finances publiques à moyen terme.

**Interview Jade Grandin de l’Eprevier (à Bruxelles)**

LUCIO PENCH EST CHERCHEUR non-résident au think tank Bruegel. De 2011 à 2023, il a été directeur des politiques macroéconomiques à la Commission européenne, et notamment responsable de la surveillance des politiques budgétaires nationales.

**Les nouvelles règles budgétaires européennes sont entrées en vigueur...**

En effet, la Commission devrait se prononcer avant l’été sur les déficits excessifs de onze pays au-delà des 3%. Parallèlement, la réforme du pacte de stabilité et de croissance demande aux 27 Etats membres de soumettre à Bruxelles des plans budgétaires structurels à moyen terme, pour le 20 septembre. Donc, on peut s’attendre à ce que Bruxelles attende septembre pour analyser ces derniers, et en même temps, proposer les trajectoires d’ajustement (sur cinq à sept ans) des finances publiques des Etats en déficit excessif.

**Quelles questions cela soulève-t-il ?**

La première est la valeur de l’ajustement budgétaire qui sera demandé aux Etats. Les règles sur les plans structurels budgétaires envisagent qu’un pays mène sur le moyen terme un ajustement mettant sa dette sur une « pente descendante robuste ». Cela dépend du niveau initial de dette, du déficit, de la prévision de croissance... L’institut Bruegel a fait des simulations suggérant que, pour certains pays comme la France et l’Italie, l’ajustement devrait être substantiel et durer relativement longtemps : 0,5% du PIB pendant plus de cinq ans. Une exception temporaire jusqu’en 2027 permet moins d’ajustement budgétaire. Or si, durant les premières années, le pays fait moins d’ajustement, soit il devra en faire plus les suivantes, ce qui n’est pas une très bonne idée ; soit il repousse tout le schéma d’ajustement

à plus tard. Pour moi et pour de nombreux observateurs, il n’est pas clair, à ce stade, à quel point l’ajustement demandé dans les premières années (2025, 2026 et 2027) sera exigeant pour les pays très endettés faisant l’objet d’une procédure de déficit excessif. Par exemple, il est inévitable qu’une telle procédure sera ouverte pour la France, l’Italie, la Belgique. Est-ce que la trajectoire demandée par la Commission suffira à faire passer le déficit sous les 3%, ou permettra-t-elle aussi de placer la dette sur une pente descendante robuste ? Pour que la France et l’Italie atteignent un solde budgétaire primaire permettant à leur dette de baisser à politique constante, cela prendra longtemps. La Commission fera-t-elle une exception ?

**Le doute plane donc sur la mise en œuvre des nouvelles règles.**

Malheureusement, les clauses des nouvelles règles sur les procédures pour déficit excessif ne sont pas aussi claires qu’on pourrait le souhaiter, notamment le jargon pour savoir comment un pays sort de cette procédure. Il semble être suggéré qu’un pays entré à cause de son déficit, peut en sortir dès que ce dernier passe sous les 3%. Mais d’après la



« Jusqu’à maintenant, aucune procédure pour déficit excessif n’a été ouverte sur le critère de la dette », rappelle **Lucio Pench**.

réforme du pacte de stabilité et de croissance, il est possible de placer un pays très endetté dans la procédure pour déficit excessif s’il montre une déviation significative de l’ajustement promis dans son plan structurel budgétaire à moyen terme. Certains pays pourraient se retrouver dans une situation bizarre où ils sortiraient de la procédure pour déficit, mais s’y retrouveraient aussitôt pour la dette : l’Italie, la France, l’Espagne, la Belgique, la Slovaquie... Il leur faudra plusieurs années pour avoir une pente descendante robuste de la dette à moyen terme. Politiquement, cela ne paraît pas acceptable d’annoncer qu’un pays sort de la procédure et y rentre de nouveau l’année suivante.

La Commission pourrait donc stipuler que les pays ne peuvent sortir de la procédure que quand ils remplissent aussi le critère de la dette. On peut lire la nouvelle législation ainsi, même si c’est moins intuitif. Cette approche impliquerait des procédures assez longues, que les Etats membres n’aiment pas. Je suis sûr que mes anciens collègues sont aux prises avec ce problème. La Commission, en plein renouvellement, pourrait être tentée de laisser ce choix bizarre à ses successeurs.

**Pourquoi est-ce si important ?**

Quand les pays ne sont pas visés par de telles procédures, la pression pour ajuster leurs finances publiques retombe. Jusqu’à maintenant, aucune procédure pour déficit excessif n’a été ouverte sur le critère de la dette. Et le Conseil a toujours profité d’une large discrétion pour prescrire la trajectoire d’ajustement aux pays. Il ne faut donc pas seulement lire la signification apparente des règles, mais se rappeler comment elles ont été appliquées ou non par le passé. Tout l’esprit de la réforme actuelle est de donner plus d’importance à la soutenabilité de la dette, et d’avoir une approche de moyen terme. Mais la bonne logique économique peut entrer en collision avec la réalité politique. Faire passer le déficit sous les 3% est le plus facile. Atteindre une bonne position de la dette demandera un ajustement considérablement plus soutenu. Une question pour la Commission sera de savoir si les trajectoires des Etats respectent bien les critères définis dans la nouvelle législation.

@JadeGrandin

# L’ancien président du Conseil italien a promis de démissionner de son mandat de sénateur s’il est élu au scrutin européen du 9 juin

## L’aventure à quitte ou double de Matteo Renzi

## Cavalier seul

**En Italie, la liste centriste Etats-Unis d’Europe de Matteo Renzi risque de ne pas dépasser le seuil fatidique des 4% aux européennes.** Ce serait un coup dur pour Renew, qui perdrait alors ses élus italiens.

**Francesco Maselli (à Rome)**

POUR MATTEO RENZI, cette campagne pour les élections européennes pourrait être la dernière. L’ancien président du Conseil italien est candidat à un siège au Parlement de Strasbourg sur une petite liste montée par l’occasion, Etats-Unis d’Europe. En Italie, les leaders ont l’habitude de se présenter aux européennes, le système électoral favorisant les visages connus. A la différence de la France et d’autres pays membres de l’Union européenne, les électeurs peuvent, en effet, y exprimer des préférences - en inscrivant jusqu’à trois noms sur leur bulletin de vote. Ainsi, Giorgia Meloni est sur la ligne de départ, tout comme le ministre des Affaires étrangères Antonio Tajani pour Forza Italia ou Elly Schlein pour le Parti démocrate, même s’ils admettent ouvertement de ne pas vouloir quitter leur poste en cas d’élection.

**Stratégie.** Matteo Renzi a une stratégie différente. D’abord, il répète que, s’il est élu, il siègera au Parlement européen, et démissionnera de son mandat de sénateur. Ensuite, alors que ses adversaires sont tous tête de liste, il s’est placé en

dernière position afin d’éviter de trop focaliser la campagne sur lui. Il risque pourtant de devoir monter en première ligne, car sa liste flirte avec le seuil de 4%, nécessaire pour obtenir des eurodéputés. En Italie, la publication de sondages est interdite deux semaines avant le vote, mais la dernière moyenne de toutes les études, publiée par l’institut Youtrend, estimait Etats-Unis d’Europe à 4,4%.

La création de cette liste est intervenue après la rupture avec son ancien allié, Carlo Calenda, le leader d’Azione, un autre petit parti

*Au-delà des interrogations politiques, se pose aussi une question personnelle, qui fait douter de la sincérité de son engagement dans ces élections*

centriste. Les deux leaders avaient trouvé un accord pour se présenter ensemble aux élections législatives de 2022 - recueillant 8% des suffrages -, mais l’expérience n’a pas survécu aux haines réciproques.

La lutte fratricide avec l’autre parti centriste est aujourd’hui l’un des thèmes de campagne du Florentin : « La liste de Calenda ne va pas dépasser le seuil, chaque vote en sa faveur est un vote

en faveur des populistes et des souverainistes », répète Matteo Renzi. Les grands partis - Frères d’Italie de Giorgia Meloni et le Parti démocrate de Elly Schlein - profiteront en effet des voix des listes n’ayant pas réuni 4% dans ce scrutin proportionnel de liste au plus fort reste.

**Coup dur.** Le sujet a également une importance pour le groupe Renew, auquel est affilié Renaissance, le parti d’Emmanuel Macron. Renew, qui compte trois élus italiens, pourrait ne plus en avoir après le 9 juin. Un coup dur après la disparition des Espagnols de Ciudadanos et la probable contre-performance de la liste de Valérie Hayer.

Au-delà des interrogations politiques, se pose aussi une question personnelle pour Matteo Renzi, qui fait douter de la sincérité de son engagement dans ces élections. Depuis 2018, l’ancien président du Conseil italien, qui est rémunéré pour participer à des conférences à travers le monde, a noué des relations d’affaires très lucratives avec l’Arabie saoudite de Mohammed ben Salmane. En 2023, il a déclaré 3,2 millions d’euros de revenus, ce qui faisait de lui le deuxième parlementaire le plus riche du pays.

En Italie, tout est légal, mais qu’en serait-il à Bruxelles, où les règles sur les conflits d’intérêts des eurodéputés sont beaucoup plus contraignantes ? Pour maintenir ses contacts avec Riyad, Matteo Renzi aurait à démontrer que ses activités n’influencent pas son travail de parlementaire. Difficile. Le Florentin devrait donc devoir choisir entre son train de vie et sa nouvelle aventure.

@FrMaselli

# Keir Starmer, le chef des travaillistes, fait de la transformation du parti un argument de campagne

## Royaume-Uni : pour gagner, le Labour fait table rase

## Nouvelles bases

A un mois des législatives du 4 juillet, **le Premier ministre britannique, Rishi Sunak, et le leader des travaillistes s’affrontaient ce mardi lors d’un premier débat télévisé.**

**Chloé Goudenhoft (à Londres)**

A UN MOIS des élections législatives, la période des débats s’ouvrait ce mardi au Royaume-Uni. Sur ITV, Rishi Sunak et son principal concurrent, Keir Starmer, le leader des travaillistes, devaient s’opposer dans la soirée. L’objectif de ce dernier est surtout de convaincre les Britanniques que, non, tous les politiciens ne sont pas les mêmes et qu’il est l’homme du renouveau, à l’image de son très sobre slogan de campagne : « Change ».

Sila promesse n’a rien d’original en politique, c’est un concept qui a fait ses preuves pour le Labour. « En 1997, Tony Blair se présentait autant en opposition avec les conservateurs qu’avec le vieux parti travailliste, à travers son New Labour, souligne le docteur Richard Johnson, politologue et auteur d’un livre sur l’histoire du parti. Il s’était par exemple engagé à conserver les plans de dépenses des conservateurs. Je pense que l’équipe de Keir Starmer et essaie de faire quelque chose de très similaire. »

Keir Starmer a rompu tout lien avec son prédécesseur, le très gauchiste Jeremy Corbyn, en l’expulsant du parti - même Tony Blair n’avait pas osé aller jusqu’à une telle extrémité avec ses opposants internes. Mais l’essentielle de la transformation concerne surtout le cœur du programme du Labour des dernières élections, en 2019. « Une des différences repose sur la question des nationalisations, poursuit Richard Johnson. Jeremy Corbyn voulait renationaliser le service des eaux et de la poste. Au début, Keir Starmer avait promis la même chose avant de faire marche arrière. »

**Pro-business.** Si le chef des Travaillistes maintient l’idée d’une renationalisation du chemin de fer, il ne s’agit que d’un retour à un contrôle public partiel. « Jeremy Corbyn envisageait une approche beaucoup plus interventionniste de l’Etat, précise Patrick Diamond, professeur en politiques publiques à l’Université Queen Mary de Londres. Au contraire, l’approche de Keir Starmer est favorable aux entreprises et au rôle du secteur privé dans l’économie. »

Le grand écart avec la politique de Jeremy Corbyn concerne également la rectitude fiscale que veut imposer le ticket Keir Starmer-Rachel Reeves, sa « ministre de l’ombre » pour les Finances. « Jeremy Corbyn avait promis une certaine renaissance de l’Etat-providence avec redistribution des revenus par le biais de prestations sociales pour les catégories les plus démunies de la population, explique l’expert. L’approche de Keir Starmer est plus ciblée et plus prudente. Il ne s’engage pas à revenir sur les coupes budgétaires introduites par le gouvernement conservateur depuis 2010, comme le fait de ne pas attribuer davantage d’allocations sociales aux familles de plus de deux enfants. Le Labour estime que ce n’est pas possible dans le cadre des contraintes économiques actuelles. »

Le virage des travaillistes en matière de défense est aussi significatif de la transformation du parti. Alors que Jeremy Corbyn pensait que la Grande-Bretagne devait renoncer à ses armes nucléaires, Keir Starmer s’est engagé en début de semaine à conserver une force de dissuasion indépendante à travers son programme Trident.

« Toutes les actions du Labour confirment cet objectif de transformation, comme la décision prise la semaine dernière de retirer des candidats qui avaient pourtant été investis par le parti », souligne Patrick Diamond, selon qui il ne s’agit pas tant d’une purge idéologique que d’un désir de présenter des profils compétents. « Il y a la volonté de dire que tous les candidats sont de bons gestionnaires, qu’ils pourraient tous faire partie du futur gouvernement, précise l’expert. Mais bien sûr, sans être les porte-voix de Jeremy Corbyn, la plupart de ceux qui ont été écartés sont vus comme étant plus à la gauche du parti. »

@chloegouden



# La fabrique de l'Opinion

L'invité du 8 Bellini

## Thomas Coutrot

« Le fait d'être syndiqué rend plus probable l'abstention et le vote en faveur du Rassemblement national »

Thomas Coutrot est statisticien, chercheur associé à l'Ires (Institut de recherches économiques et sociales). Il a publié une étude sur l'impact des conditions de travail sur les comportements électoraux des salariés français en 2017 et 2019.

**Les sondages pour les élections européennes donnent le RN en tête depuis des mois. Vous avez étudié l'impact des conditions de travail sur les comportements électoraux des salariés français en 2017 et 2019. Quel rôle jouent-elles dans la montée de l'extrême droite ?**

Il y a, bien sûr, d'autres facteurs qui l'expliquent, mais mon étude montre que l'organisation du travail, et en particulier le manque d'autonomie et l'impossibilité de s'exprimer sur son travail, constitue un terreau favorable à la montée de l'extrême droite, ainsi qu'à l'abstention. Ces tendances reflètent le sentiment des salariés qu'ils sont des pions, auxquels on ne demande pas leur avis sur l'organisation et les finalités de leur travail. Toutefois, l'un des résultats qui m'a le plus surpris est que le fait de travailler de nuit augmente de 40% les chances de voter RN, toutes choses égales par ailleurs. C'est l'effet le plus fort observé sur l'ensemble des variables sociodémographiques testées. Il a le même impact qu'avoir le statut d'ouvrier. De plus, exercer un travail physiquement pénible augmente la probabilité du vote RN de 10 à 20%.

**Comment l'expliquez-vous ?**

Ce n'est pas facile à expliquer, mais on peut imaginer que des conditions de travail particulièrement pénibles, avec des facteurs d'usure sur la santé et des horaires décalés, contribuent à un isolement social. Ils peuvent renforcer un sentiment d'injustice, de révolte, de frustration. A l'inverse, les moins concernés par la pénibilité au travail ou le travail de nuit votent davantage Emmanuel Macron ou le PS, y compris les ouvriers et employés de bureau. Un facteur qui m'a moins surpris est le manque de cadre organisé pour s'exprimer sur son travail. 45% des 16 000 salariés interrogés par la Dares disent pouvoir discuter du travail et de son organisation dans le cadre de réunions organisées. Cela a une incidence sur le vote RN : ne pas pouvoir discuter de son travail augmente de 15% le risque de voter pour le RN.

**Vos travaux s'inspirent de la théorie du « spillover ». Que dit-elle et d'où vient-elle ?**

Elle se trouve d'abord dans les écrits d'Adam Smith. En étudiant une fabrique d'épingles, il explique comment la parcellisation des tâches augmente la productivité, mais fabrique des ouvriers « aussi stupides et aussi ignorants qu'il soit possible à une créature humaine de le devenir ». Par la suite, des philosophes comme John Stuart Mill ou John Dewey reprennent cette idée : répéter toujours les mêmes gestes ne permet pas de développer l'esprit critique. Limiter l'initiative des salariés forme des personnalités soumises qui acceptent l'autorité sans discuter, au-delà de la seule sphère du travail. Or, la démocratie ne se réduit pas aux institutions, au droit de vote ou la liberté d'expression. Elle repose aussi sur la capacité des citoyens à interroger en permanence l'organisation de la société et à ne pas prendre les phénomènes de domination pour acquis.

**Le monde du travail a beaucoup évolué depuis... Cette théorie est-elle toujours valable ?**

Le niveau d'éducation et de compétences a augmenté, mais les prin-

cipes de l'organisation du travail n'ont pas beaucoup changé. Elle repose toujours sur le taylorisme, c'est-à-dire la séparation entre la conception des tâches par des ingénieurs et des cabinets de consulting et leur exécution par les salariés de base. Le développement du numérique permet de codifier, parcelliser, contrôler encore plus le travail. Aujourd'hui, même des cadres moyens ou supérieurs peuvent passer une bonne partie de leur temps à faire du reporting, à exécuter des consignes et à faire respecter des procédures, plutôt qu'à déployer leurs compétences et leur créativité.

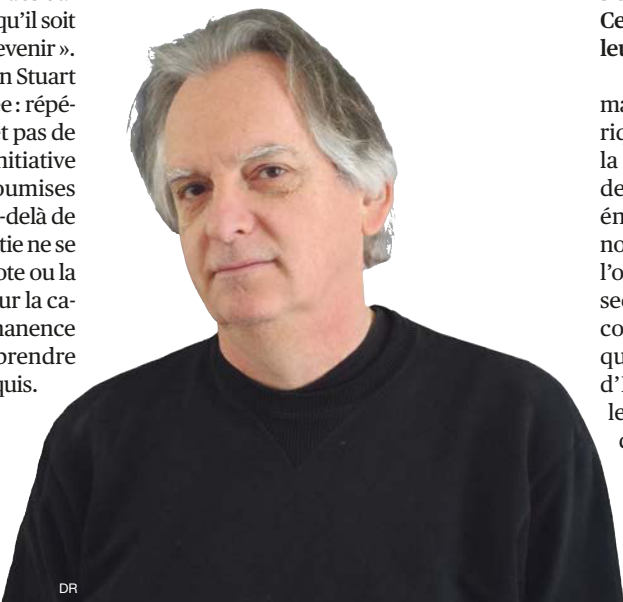
**Votre étude montre aussi que moins on est autonome au travail, plus on a tendance à être abstentionniste...**

Sont considérés comme autonomes les salariés qui disent pouvoir régler par eux-mêmes un incident, faire varier les délais, interrompre leur travail quand ils le souhaitent, agir sur la quantité de travail à faire... Cette variable accroît faiblement le vote RN, mais en revanche, le manque d'autonomie contribue à l'augmentation de 20 à 30% de l'abstention. La précarité de l'emploi, elle, l'augmente de 15 à 20%.

**D'après vos recherches, une faible autonomie au travail favorise aussi le vote en faveur de la France insoumise ?**

Elle l'augmente d'environ 10%, un effet modeste, mais significatif. Il y a deux explications possibles. Premièrement, cette offre électorale est incarnée par un personnage charismatique, autoritaire, qui dit qu'il a les solutions. C'est une figure à laquelle peuvent s'identifier potentiellement des gens corsetés dans leur travail, espace où ils n'ont pas le pouvoir d'agir. Autre explication : si le manque d'autonomie peut aboutir à une réaction adaptative, une forme de résignation où l'on va accepter des rapports de pouvoir autoritaires, il peut aussi susciter une réaction inverse de révolte contre les dominants.

« La démocratie ne se réduit pas aux institutions, au droit de vote ou la liberté d'expression. Elle repose aussi sur la capacité des citoyens à interroger en permanence l'organisation de la société »



DR

**Votre étude réserve une autre surprise. Les salariés syndiqués sont plus enclins à s'abstenir ou à voter à extrême droite !**

C'est le résultat le plus étonnant de cette étude. Il y a plus de syndiqués dans les communes où l'abstention est élevée. Pour dire les choses de façon très simple, le fait d'être encarté rend plus probable l'abstention de 30% quand on regarde les résultats de la présidentielle de 2017 et de 8% en 2019 pour les élections européennes. Ce n'est pas intuitif. On pourrait penser que les syndiqués sont plus politisés que les autres, et donc qu'ils devraient participer plus aux élections. Cela peut en partie s'expliquer par une abstention de protestation, militante. Mais le résultat le plus perturbant est qu'un syndiqué a 10% de plus de chances de voter RN qu'un non-syndiqué. La frustration sociale, naturellement plus forte chez les syndiqués qui s'organisent pour peser sur leurs conditions de travail, se porte donc davantage sur le vote RN. Pourtant, les enquêtes d'opinion montrent le contraire. Il est possible que les syndiqués sondés aient tendance à sous-déclarer un vote RN.

**Les questions d'autonomie et d'organisation du travail relèvent beaucoup de l'entreprise et de leurs dirigeants... Que peut faire l'Etat ?**

Il est possible de légiférer pour développer la capacité d'expression sur le travail. C'est l'idée de reprendre les lois Auroux de 1982, dont l'auteur dit lui-même qu'elles n'allaient pas assez loin et qu'on a trop laissé à la négociation collective la main sur l'organisation du droit d'expression qui, en pratique, a été pris en main par le management. Il faudrait un temps de délibération sur le travail, organisé par des représentants élus et de proximité, sans présence du management. Renforcer les capacités d'expression des salariés sur leur travail et les prérogatives des représentants de proximité, cela va à contre-courant de ce qui a été fait ces trente dernières années, mais ce serait salutaire. Toutefois, de telles politiques ne vont pas surgir du jour au lendemain, et les partis de gauche ne sont pas attentifs à la question du travail. Dans leurs programmes, ils revendiquent la représentation du personnel aux conseils d'administration, mais on ne trouve rien sur la participation des salariés à l'organisation de leur travail au quotidien, alors que c'est ça le plus important. Sur ce point, il y a une absence de réflexion des partis de gauche dans leur ensemble.

**Dernièrement, le chômage de masse s'est effacé, le télétravail s'est étendu... Ces changements ne font-ils pas leur œuvre ?**

Oui, il y a une aspiration à l'autonomie, mais le reporting et les outils de contrôle numériques maintiennent le statu quo. Aujourd'hui la réponse gouvernementale aux difficultés de recrutement et aux démissions, c'est une énième réforme de l'assurance chômage, et non une pression pour des changements dans l'organisation du travail, à commencer par le secteur public. Il n'y a pas non plus de prise de conscience managériale d'ampleur sur cette question. De manière plus générale, le style d'Emmanuel Macron est le même que dans les grands groupes, il tend vers l'hyperprésidentialisation et l'hypercentralisation des décisions. Dans ce contexte et cette culture politique, il n'est pas étonnant que le RN progresse.

**Interview Sarah Spitz**  
@sarah\_spitz

## In folio Franz Kafka, un siècle d'influence

La chronique  
de Bernard  
Quiriny



Le 3 juin 1924 mourait Franz Kafka. Ce centenaire donne lieu depuis quelques mois à un torrent de publications parmi lesquelles la monumentale biographie de Reiner Stach, un travail au long cours en trois tomes. Le troisième vient de paraître : il concerne la jeunesse de Kafka, Stach ayant commencé sa trilogie « par le milieu ». Ce genre de biographie-fleuve - trois fois 800 pages serrées - peut susciter chez le lecteur une légère appréhension, mais celle-ci en vaut vraiment la peine. Non seulement c'est un travail passionnant pour qui s'intéresse à Kafka, mais c'est aussi un modèle du genre : agréable à lire, judicieusement organisé par thèmes, toujours présenté d'une manière intéressante et originale.

La précision et la richesse des éléments de contexte, déjà remarquable dans les deux précédents volets, se vérifie de nouveau ici : qu'il s'agisse de la vie quotidienne à Prague dans les années 1890, des mœurs, des événements politiques, de la stratification sociale ou de l'organisation scolaire, Stach sait tout et rend tout intéressant, sans sombrer dans l'érudition gratuite.

De nombreux lecteurs profiteront de cette année Kafka pour relire ses livres, proposés ce printemps dans les nouvelles traductions de Jean-Pierre Lefebvre, réalisées en 2018 pour la Pléiade. Le premier à traduire Kafka fut Alexandre Vialatte, dont le *Procès* de 1933 a été lu par des générations de francophones.

**Particularités.** Celle de Lefebvre se base sur l'édition allemande de référence, la Kritische Ausgabe, publiée depuis les années 1980. L'idée, souligne Régis Quatresous dans sa postface, n'est pas de disqualifier les versions précédentes, mais de faire droit aux acquis des travaux les plus récents, et de rétablir certaines particularités de style de Kafka qu'avait pu gommer Vialatte, notamment ses répétitions.

« Le *Procès* de Vialatte reste tout à fait praticable, insiste-t-il, y compris quand on l'aborde un crayon dans une main et le texte original dans l'autre. » Un travail auquel les plus germanistes de nos lecteurs pourront s'adonner avec deux autres textes, *La Métamorphose* et la *Lettre au Père*, réédités en Folio bilingue... Outre la traduction révisée de Lefebvre, l'intérêt du *Procès*, d'*Amerika* et du *Château* dans ces nouvelles éditions tient à leur appareil critique, d'une richesse inaccoutumée en poche : préfaces, chronologies, bibliographies et notes, tout un riche accompagnement pour faciliter la lecture aux kaphaphiles, profanes ou chevronnés.

*Kafka, les années de jeunesse* de Reiner Stach (traduit de l'allemand par Régis Quatresous, Cherche-Midi, 800 p., 29,50 €). *Amerika, Le Procès* et *Le Château* de Franz Kafka (traduit de l'allemand par Jean-Pierre Lefebvre, Folio, 400 p. chacun, 5,70 € à 10,40 €).



**l'Opinion** BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU - 8, rue Bellini, 75116 Paris - www.lopinion.fr - Actionnaire : Bey Médias SAS. **Président, directeur de la publication** : Nicolas Beytout. **Vice-président, rédacteur en chef** : Rémi Godeau. **Rédacteurs en chef adjoints** : Olivier Baccuzat, Emmanuel Ginisty, Raphaël Legendre et Cécile Desjardins. **BEY MEDIAS PUBLICITÉS** - Tél : 01 40 69 46 96. **Directrice générale adjointe, commerce** : Cécile Colomb. **Publicité commerciale** : Ronan Daligault, Jean-Sylvain Laborde, Pierre-Louis Orsini. **Publicité financière** : Nicolas Wattinne. **SERVICE ABONNEMENTS L'OPINION** : 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : abonnements@lopinion.fr. Formule d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine : 319 €. **IMPRESSION** : Paris Offset Print (La Courneuve). Dépôt légal mai 2013 - ISSN : 2266-9922 / CPPAP : 1128 C 91894. Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées gérées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Eutrophisation : Ptot 0,022 kg / tonne de papier



7H-9H  
**EUROPE 1 MATIN**  
Dimitri Pavlenko

Et retrouvez Emmanuelle Ducros de l'Opinion à 8h50 pour sa chronique **Voyage en absurdie**

**Europe 1**



# Semi-conducteurs : les limites du Chips Act américain

Deux ans après le lancement d'un programme gouvernemental, estimé à près de 53 milliards de dollars, pour soutenir l'industrie américaine des semi-conducteurs, son premier bilan se précise : si les grands fabricants de puces avancées ont reçu un coup de pouce, l'argent ne peut pas tout faire.

Le Chips Act, adopté en 2022 pour relancer la production nationale de semi-conducteurs, est censé stimuler la production de puces aux Etats-Unis. Mais, à ce stade, il se heurte à la croissance rapide de l'industrie des semi-conducteurs dans les pays concurrents, à la complexité des politiques en matière de subventions et aux coûts de la fabrication.

La plus grande partie des fonds distribués a été allouée à Intel et à d'autres grands fabricants qui prévoient de produire des puces de pointe aux Etats-Unis, alors que certaines entreprises importantes situées à d'autres niveaux de la chaîne d'approvisionnement ont été laissées pour compte. Dans le même temps, d'autres pays ont augmenté leurs dépenses pour rester compétitifs.

La Maison Blanche affirme que son dispositif est un succès. Dans son discours sur l'état de l'Union, en mars, le président Biden a souligné les pénuries de puces survenues pendant la pandémie, qui avaient fait grimper les prix des téléphones portables et des voitures. Au lieu d'importer ces microprocesseurs, les entreprises investissent désormais des milliards dans la construction de nouvelles usines aux Etats-Unis, s'est-il félicité.

Ce programme devrait permettre de tripler le nombre de puces fabriquées sur le sol américain d'ici à 2032, selon



SIPA PRESS

Joe Biden s'est exprimé en mars sur le campus d'Intel en Arizona, où l'entreprise construit deux nouvelles usines de fabrication de semi-conducteurs.

une nouvelle étude du Boston Consulting Group commandée par l'Association de l'industrie des semi-conducteurs. La part des Etats-Unis dans la production mondiale de puces devrait ainsi passer à environ 14 % en 2032, selon l'étude, contre 12 % en 2020.

La modestie de cette hausse s'explique notamment par le fait que les pays européens, la Corée du Sud, le Japon, Taiwan et la Chine augmentent également leurs investissements dans leurs industries respectives. Un phénomène qui illustre l'intensification et l'accélération de la com-

pétition mondiale dans la production des semi-conducteurs les plus avancés.

Malgré tout, cette manne constituera un coup de pouce majeur pour produire les puces les plus pointues aux Etats-Unis, assure Jimmy Goodrich, conseiller senior analyse technolo-

gique auprès de Rand. Ces fonds devraient changer la dynamique d'une industrie américaine qui avait pris du retard par rapport à la plupart des autres pays du monde, ajoute-t-il. Selon les estimations de Boston Consulting, sans ce programme, la part des Etats-Unis dans la produc-

tion globale serait tombée à 8 % en 2032.

« Ce que le Chips Act va permettre, c'est d'arrêter ce déclin fatal, de redresser le navire et de le remettre sur une trajectoire plus stable, image M. Goodrich. Il est possible que la production

*Lire CHIPS ACT en page III*

## Face à des lois défavorables, Airbnb a une arme secrète : ses hôtes

Habitante de Jericho, dans le Vermont, Julie Marks loue son sous-sol ainsi qu'un logement sur Airbnb. Lorsque des responsables de l'Etat ont proposé un projet de loi, en 2021, visant à restreindre les locations de

courte durée, elle a écrit une tribune dans un journal local pour s'y opposer.

Peu de temps après, elle a reçu un message de Rent Responsibly, le réseau national des associations d'hôtes de location

de courte durée, financé en partie par le groupe Expedia, qui possède le site d'annonces de location de vacances Vrbo. Rent Responsibly l'a encouragée à créer son propre groupe au niveau de l'Etat afin de s'opposer au projet de loi.

« Une nuit, vers une heure du matin, après quelques verres de vin, j'ai créé un site web et puis boum, c'était parti », raconte Mme Marks. En l'espace de trois semaines, quelque 600 sympathisants se sont inscrits.

Suivant le conseil d'une association d'hôtes d'un autre Etat, elle a engagé un lobbyiste. Mme Marks et d'autres dirigeants d'associations ont rencontré des élus autour d'un café. Ils ont témoigné lors d'auditions et organisé des « happy hours » dans des brasseries locales. Et en l'espace de quelques mois, le projet de loi du Vermont a été enterré.

Les hôtes Airbnb sont en train de devenir une force politique puissante, souvent avec

le soutien financier et organisationnel du secteur qui préfère laisser les hôtes individuels être les figures de proue du mouvement tandis que les entreprises apportent leur aide en coulisses.

Les hôtes ont formé d'innombrables associations de défense à travers les Etats-Unis sous l'égide de Rent Responsibly. Ils investissent les parlements des Etats, inondent les villes de lettres et se présentent par centaines aux réunions municipales.

Et dans des Etats comme le Vermont, ils commencent à faire pencher la balance politique dans leur sens.

« La professionnalisation de la défense des intérêts des hôtes est vraiment en train de retourner la tendance dans de nombreuses communautés », se félicite Noah Stewart, responsable du plaidoyer aux Etats-Unis chez Expedia Group.

Airbnb aide également les

*Lire AIRBNB en page II*

## Cette cybermenace chinoise qui inquiètent la NSA

S'il y a bien quelqu'un qui doit s'inquiéter des efforts que déploie la Chine pour subtiliser données sensibles et renseignements sur les armes, c'est le tout nouveau patron de la cybersécurité de l'armée américaine, qui dirige aussi la principale agence d'espionnage électronique des Etats-Unis.

Mais ce n'est pas tout : le général Timothy Haugh doit aussi gérer une menace d'un nouveau genre. Pas celle d'un vol de secrets militaires ou d'informations diverses et variées, mais d'une offensive contre les infrastructures de la vie quotidienne qui, dans l'ombre, attend le moment idéal pour semer le chaos. « C'est tout à fait inédit et différent... mais aussi inquiétant, résumait-il lors d'un entretien avec le *Wall Street Journal* en marge d'une conférence sur la sécurité organisée à Singapour. Ce qui nous inquiète, c'est à la fois les choses qui seront ciblées et la manière dont elles le seront. »

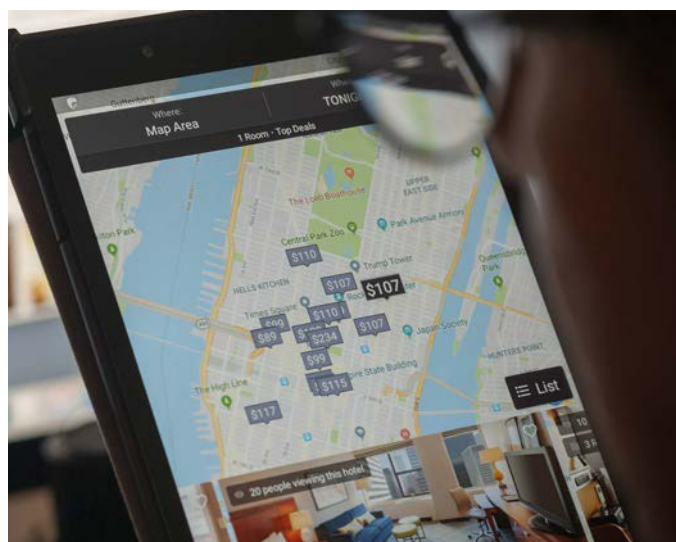
Pour Washington, le réseau de pirates chinois – que les experts en cybersécurité et les autorités américaines ont baptisé Volt Typhoon – veut se « positionner » en vue d'attaques futures contre les infrastructures critiques. « Nous ne voyons pas d'autre utilisation possible », résume l'homme, nommé responsable de la National Security Agency (NSA) et du Cyber Command militaire en février dernier.

« Nous avons constaté des tentatives latentes contre un réseau qui est une infrastructure critique, mais qui n'a pas d'intérêt en termes de renseignements, c'est ce qui nous inquiète », poursuit-il.

Ces intrusions chinoises n'ont pas suivi le schéma classique des attaques menées par

*Lire CYBERMENACE en page II*

*Edited from the original*



SIPA PRESS

Aux Etats-Unis, il y a 790 000 hôtes Airbnb.



## AIRBNB

Suite de la page 1

responsables d'associations à élaborer des messages et informe les hôtes sur les prochaines auditions législatives par l'intermédiaire de sa plateforme.

« C'est énorme, car sinon nous n'aurions aucun moyen d'atteindre toutes ces personnes », se réjouit Mme Marks.

L'influence politique croissante des hôtes se manifeste à un moment crucial pour le secteur américain de la location de courte durée, qui fait face à une vague de propositions de loi et de règles visant à rendre plus

tions d'habitants de quartiers irrités par les allées et venues et les nuisances des maisons réservées pour des fêtes. Les défenseurs du droit au logement ont également été très critiques, affirmant que la location de maisons et d'appartements sur Airbnb réduisait l'offre de logements et augmentait les loyers.

Les associations d'hôtes affirment pour leur part que leur secteur favorise le tourisme, crée des emplois et des recettes fiscales tout en aidant les propriétaires de la classe moyenne à payer leurs factures.

FORTE HAUSSE  
DU NOMBRE D'HÔTES

Il y a encore peu de temps, les hôtes avaient du mal à rivaliser avec l'influence politique de leurs adversaires. Mais cette situation est en train de changer car ils sont aujourd'hui beaucoup plus nombreux. Leur nombre aux Etats-Unis dépasse les 790 000, selon la société de données AirDNA. C'est huit fois plus qu'en 2014 et 35% de plus qu'au début de la pandémie.

Les revenus des hôtes ont également bondi car les Américains dépensent davantage pour leurs voyages. Autrement dit, il y a désormais beaucoup plus de gens qui ont beaucoup d'argent à perdre si les restrictions d'Airbnb sont adoptées.

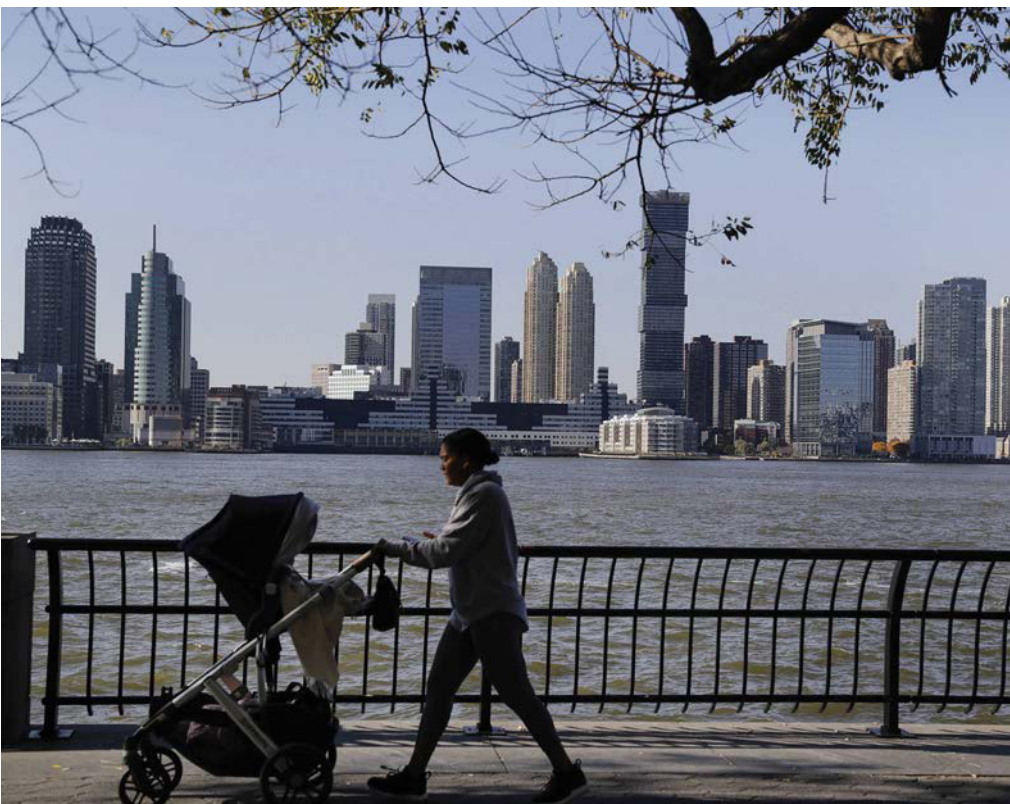
L'association de défense du Colorado, la Colorado Lodging and Resort Alliance, ou Clara, a été lancée en 2019. Au début, ses membres utilisaient surtout la structure pour partager des informations sur les propositions de loi. En 2023, l'accent a été mis sur la défense des intérêts. Clara a ensuite utilisé un financement de l'association sectorielle Vacation Rental Management Association pour embaucher son propre lobbyiste afin de contrer les projets de réglementation visant la location de courte durée, explique Toby Babich, l'un des fondateurs de Clara.

Aux Etats-Unis,  
les revenus des  
hôtes ont bondi  
car les Américains  
dépensent  
davantage pour  
leurs voyages

difficile la transformation des logements en Airbnb. L'année dernière, la ville de New York a pris la mesure la plus agressive à ce jour en commençant à appliquer strictement les règles d'enregistrement, ce qui a éliminé presque toutes les locations de courte durée. D'autres Etats et d'autres villes pourraient suivre cet exemple.

« Il y a un risque d'effet boule de neige », estime Robert Mollins, analyste boursier chez Gordon Haskett Research Advisors, qui suit Airbnb et Expedia.

Les hôtes et les entreprises de location de court terme doivent faire face à une formidable coalition de sociétés hôtelières, de syndicats et d'associa-



SIPA PRESS

**Outre-Atlantique, Airbnb fait face à une vague de projets législatifs visant à rendre plus difficile la location de courte durée, comme à New York.**

Le Sénat du Colorado a ainsi présenté cette année une proposition de loi quadruplant les taxes foncières pour ce type de location. Mais à ce moment-là, « les caravanes ont formé le cercle », raconte M. Babich. L'association a rassemblé une coalition de parties prenantes, organisé des réunions avec les législateurs et sollicité des études d'impact économique.

En avril, la proposition de loi a été enterrée en commission.

Toutes les associations n'obtiennent pas toujours gain de cause. La flambée des loyers pendant la pandémie a ainsi conduit à multiplier les appels à restreindre les locations de courte durée. Celles-ci peuvent en effet réduire l'offre de logements car des appartements et des maisons sont de fait transformés en hôtels.

A Hawaï, les propriétaires de logements en location de courte durée ont formé l'année dernière une association à l'échelle de l'Etat. Cela n'a pas empêché les parlementaires de présenter une proposition de loi laissant les comtés libres de fixer des limites aux Airbnb. Hawaï est en effet confronté à une forte hausse des loyers et les incendies de Lahaina, qui ont détruit des centaines de maisons à Maui, ont aggravé la situation.

« Les incendies ont beaucoup, beaucoup alimenté cette bataille », reconnaît Jennifer Wilkinson, vice-présidente de l'association des hôtes de l'Etat, Hawai'i Mid and Short-Term Rental Alliance. La proposition de loi a été adoptée en mai ce qui a permis au maire de Maui de proposer un projet de loi au

niveau du comté qui supprimerait des milliers d'annonces de location de courte durée.

A New York, les hôtes ont organisé l'année dernière des manifestations devant la mairie et tenté une action en justice aux côtés d'Airbnb. Mais ils n'ont pas réussi à empêcher l'interdiction de fait de la location de courte durée.

## L'AIDE D'AIRBNB

Outre les associations d'hôtes indépendantes et politiquement actives telles que Clara, il y a aussi des groupes plus informels mis en place par Airbnb. Andrea Henderson, hôte de location de courte durée à Denver, a par exemple reçu un courriel d'Airbnb l'invitant à poser sa candidature pour devenir « leader de la communauté » et diriger l'un de ces groupes. Elle

a été sélectionnée en 2022.

Elle n'est pas salariée de l'entreprise, mais indique qu'elle reçoit des fonds pour organiser des rencontres locales. Le groupe de Denver est passé de dix membres en 2022 à plus de mille en 2024.

De nombreux hôtes n'avaient pas entendu parler de la proposition de loi du Sénat du Colorado. Mme Henderson a échangé avec un membre de l'équipe du plaidoyer d'Airbnb, a communiqué des informations sur la législation aux hôtes et a encouragé les personnes intéressées à témoigner lors des auditions.

Certains groupes indépendants bénéficient également du soutien d'Airbnb et d'Expedia. « Ils s'expriment de manière authentique parce qu'ils ne sont pas des consultants engagés ou des agences de relations publiques », observe Jay Carney, responsable mondial de la politique et de la communication chez Airbnb.

En Pennsylvanie, l'association des propriétaires de locations de vacances des Poconos organise deux fois par semaine des appels avec les membres des équipes chargés de la politique au sein des deux sociétés. Ces derniers leur apportent une aide pour rédiger des lettres aux associations de propriétaires et aux conseils communautaires, explique le directeur exécutif de l'association, Ricky Cortez.

Cela dit, les sociétés restent en général en retrait et les hôtes s'en disent très satisfaits.

« Si Airbnb passe la porte, personne ne les soutiendra, explique Mme Marks. Mais si Julie Marks et ses trois amis, qui sont aussi des habitants du Vermont, franchissent la porte, ils seront écoutés. »

**Konrad Putzier  
et Allison Pohle**

*(Traduit à partir de la  
version originale en anglais  
par Yves Adaken)*

## CYBERMENACE

Suite de la page 1

des Etats, lors desquelles les hackers ciblent un réseau puis dérobent des données. « L'une des raisons qui nous font penser à un prépositionnement, c'est le fait qu'aucun outil n'est touché et qu'aucune donnée n'est extraite », ajoute le général.

Ce que redoutent les autorités américaines c'est qu'en cas de conflit à propos de Taïwan, par exemple, la Chine utilise ces accès latents pour lancer des cyberattaques contre des éléments clés de l'infrastructure des Etats-Unis ou de pays alliés – réseaux d'eau ou d'électricité, services de transport –, avec à la clé des perturbations voire des dégâts sur les populations civiles.

Selon le général Haugh, l'approvisionnement en eau est un enjeu particulièrement sensible. C'est d'ailleurs l'un de ces réseaux que Volt Typhoon a infiltré à Guam, un territoire américain situé dans le Pacifique occidental qui joue un rôle majeur dans les opérations militaires, surtout si un conflit devait éclater avec la Chine.

« Il est très difficile d'imaginer un scénario dans lequel il est jugé pertinent de cibler un réseau d'approvisionnement en eau destiné à la population civile, même si une partie de cette population est également militaire, explique-t-il. Donc je pense que cela mérite réflexion. » « D'un point de vue militaire, ce n'est pas cohérent avec la façon dont on aborderait avec proportionnalité une cible qui relève de la nécessité militaire », toujours selon lui.

Interrogé sur une éventuelle intrusion de Volt Typhoon dans les réseaux militaires américains, le général Haugh répond : « Nous savons que ces tactiques ont été testées, donc ce sont des domaines dans lesquels nous sommes très vigilants au quotidien ». L'an passé, Microsoft a révélé qu'une campagne de piratage soutenue par la Chine avait ciblé plusieurs réseaux – communications, transports, secteur maritime et autres – à Guam et ailleurs aux Etats-Unis. Le groupe avait précisé que les hackers étaient vraisemblablement en train de développer des capacités qui pourraient permettre, en cas de crise, de perturber les infrastructures de communication clés entre les Etats-Unis et l'Asie.

En janvier, Washington a annoncé avoir mis fin à l'opération chinoise de piratage, mais les autorités continuent de prévenir que les efforts déployés par Pékin sont d'une ampleur totalement inédite.

A la question de savoir si les percées chinoises sont plus importantes qu'on ne l'imaginait, le général Haugh déclare : « J'ai tendance à penser que l'on continuera de découvrir des choses dans d'autres domaines, mais notre objectif, c'est de mettre au jour la démarche ».

De fait, Volt Typhoon utilise des stratégies qui rendent le groupe difficile à repérer.

Si des données étaient dérobées, la cyberdéfense pourrait voir où elles vont, ce qui a été subtilisé et ce qui a été ciblé, explique le général Haugh, ajoutant : « En l'espèce, ce n'est pas ce que nous observons ».

Il raconte que les pirates chinois se font passer pour un utilisateur du réseau, ce qui leur permet d'y opérer et d'utiliser les outils du système qu'ils veulent attaquer, une technique baptisée « exploitation des ressources locales », ou LOTL (pour « living off the land »). Pour les combattre, les cyberdéfenseurs américains suivent l'activité des utilisateurs et d'autres approches plus classiques, selon le patron de la NSA.

Si les autorités américaines ont décidé de parler de cette campagne, c'est pour permettre aux opérateurs des infrastructures critiques américaines et

contre les Etats-Unis sont de plus en plus nombreuses et de plus en plus sophistiquées.

Mais elles restent difficiles à quantifier « parce que, bien évidemment, on ne voit pas tout tout le temps ». Il évoque néanmoins I-Soon, une société privée chinoise dont l'activité a été révélée par des documents qui ont fuité en début d'année, la qualifiant de fenêtre sur l'ampleur des activités de piratage organisées par Pékin.

I-Soon affirme avoir piraté ou pénétré des dizaines de cibles publiques : des ministères en Malaisie, en Thaïlande et en Mongolie, mais aussi des universités à Hong Kong, à Taïwan et en France. Les documents révèlent aussi que certains de ses plus gros clients sont des antennes locales du ministère chinois de la Sécurité de l'Etat, du ministère de la Sécurité publique et de l'Armée populaire de libération.

Pékin dément régulièrement soutenir les accusations de cyberattaque et d'espionnage, et réplique en affirmant que les Etats-Unis organisent des attaques de leur côté. Washington accumule les preuves contre Pékin depuis des années et dénonce les vols de secrets par des pirates chinois.

A ce propos, le général Haugh souligne qu'il travaille en collaboration particulièrement étroite avec les sous-traitants américains du secteur de la défense pour empêcher la Chine de faire main basse sur des informations sensibles sur les armes américaines.

« Nous savons qu'il existe depuis longtemps une appé-

tence pour cette technologie, précise-t-il. Notre réflexion, ce serait donc de savoir dans quel domaine on a un avantage, car c'est probablement cet avantage qui sera visé. »

Les entités qu'il supervise travaillent avec plus de mille entreprises liées à la défense. « Si elles détectent une menace, elles peuvent nous en parler, et nous faisons la même chose avec elles, tous les jours, avec un millier d'entreprises », explique-t-il.

Il est également régulièrement en contact avec le commandement militaire américain pour l'Indo-Pacifique, plus directement exposé aux enjeux liés à la Chine, à Taïwan et à la mer de Chine méridionale.

Sa mission, souligne-t-il, c'est de leur fournir des réseaux sécurisés pour communiquer en interne et avec leurs partenaires et, en cas de crise, de leur permettre de fonctionner sans qu'aucun hacker ne puisse les cibler. Depuis l'an passé, le Cyber Command est également chargé d'aider d'autres pays à améliorer leur défense.

« Nous avons trouvé des partenaires très solides, qui veulent simplement vérifier que leurs réseaux sont correctement défendus, que leurs infrastructures critiques sont protégées et que leur économie peut fonctionner sans entrave », conclut-il.

**Niharika Mandhana  
et Gordon Fairclough**

*(Traduit à partir de la  
version originale en anglais  
par Marion Issard)*

*Edited from the original*



SIPA PRESS

**Le général Timothy Haugh a été nommé à la tête de la NSA en février dernier.**



## CHIPS ACT

Suite de la page 1

globale de puces aux Etats-Unis augmente légèrement, mais la hausse la plus significative sera la proportion » de puces avancées.

Les subventions du Chips Act se concentrent en effet sur les usines de puces de pointe qui nécessitent des dizaines de milliards de dollars de capitaux. Dans ce secteur, le rapport de Boston Consulting prévoit que la part des Etats-Unis passera de zéro à 28% de la production. Un chiffre plus optimiste que la récente projection – 20% d'ici à

*Il n'est pas évident que toutes les usines de fabrication de semi-conducteurs promises soient entièrement construites*

la fin de la décennie – faite par Gina Raimondo, la secrétaire d'Etat au Commerce, qui supervise les financements.

« Grâce au Chips Act, toutes les entreprises capables de produire massivement des semi-conducteurs de pointe sont en train de se déployer aux Etats-Unis, et nous avons aussi renforcé la résilience de la chaîne d'approvisionnement et la sécurité nationale », précise Mike Schmidt, directeur du Chips Program Office, dans un communiqué.

Le Chips Act a pour objectif de revigorer l'industrie américaine des puces et de contrer la concurrence croissante de la Chine dans un secteur de plus en plus crucial pour la sécurité nationale. Il prévoit notamment 39 milliards de dollars de subventions directes pour les usines de production, ainsi que le financement de projets de recherche et de formation de main-d'œuvre menés par le gouvernement. Dans ce cadre, de nouvelles usines de production de puces, appelées fabs, sont en train de voir le jour en Arizona, au Texas, à New York, dans l'Oregon et dans l'Ohio.

### MANŒUVRES POLITIQUES

Le gouvernement a reçu des centaines de demandes de subventions de la part d'entreprises désireuses d'obtenir des fonds. Les plus gros montants sont allés à Intel, qui a reçu 8,5 milliards de dollars de subventions pour plusieurs projets, ainsi qu'à Taiwan Semiconductor Manufacturing Co (TSMC), Samsung et Micron, qui ont chacun reçu plus de 6 milliards de dollars.

TSMC, le plus grand fabricant de puces sous licence au monde, investit actuellement plus de 65 milliards de dollars dans la construction d'usines en Arizona. Samsung dépense environ 45 milliards de dollars au Texas, et Micron, un fabricant spécialisé dans la mémoire, prévoit de construire de nouvelles installations à New York et dans l'Idaho pour un montant pouvant atteindre 125 milliards de dollars.

Les dirigeants du secteur sont globalement satisfaits du fonctionnement du programme, même si les conflits sociaux, l'augmentation des coûts et la longueur des études environnementales ralentissent les projets par rapport à d'autres pays.

Certains affirment que le succès du programme reste incertain, car il n'est pas évident que toutes les usines de fabrication de puces promises soient entièrement construites. Par ailleurs, TSMC et Samsung devraient conserver la production de leur puce la plus avancée à Taïwan et en Corée du Sud.

Une porte-parole de TSMC explique que cette décision a été prise en raison des difficultés pratiques liées à la délocalisation de la production de puces de pointe aux Etats-Unis, plutôt que pour des considérations politiques. Samsung s'est, lui, refusé à tout commentaire.

Certains investisseurs s'inquiètent des sommes dépensées pour les nouvelles installations. Elliott, un fonds activiste qui a pris une participation de 2,5 milliards de dollars dans Texas Instruments (TI), a écrit une lettre le mois dernier à son conseil d'administration pour l'exhorter à ralentir les dépenses liées à la croissance de la production afin de renforcer sa trésorerie. TI devrait recevoir des subventions dans le cadre du Chips Act.

Les dossiers de certaines entreprises n'ont, eux, pas été



JASON HENRY FOR THE WALL STREET JOURNAL

**Les subventions accordées dans le cadre du Chips Act se sont concentrées sur les usines de fabrication de semi-conducteurs de pointe qui nécessitent des dizaines de milliards de dollars de dépenses en capital.**

retenus. Il y a près de deux ans, le fabricant américain de puces SkyWater a dévoilé le projet de construction d'un centre de recherche et de production à 1,8 milliard de dollars à West Lafayette (Indiana), sous réserve d'un financement public dans le cadre du Chips Act.

Une disposition du projet de loi de finances de mars prévoyait de réserver 3,5 milliards de dollars du Chips Act à un projet de fabrication de puces pour l'industrie de défense, qui devrait être attribué à Intel.

Ce choix a conduit le bureau chargé de distribuer les fonds à annuler le financement d'installations de recherche et de production prévues par des entreprises comme SkyWater et Applied Materials, un fabricant d'équipements pour la production de puces.

SkyWater a récemment décidé d'annuler son projet et de renoncer à son option sur le terrain qu'il convoitait. La fondrie basée à Bloomington, dans le Minnesota, fabrique des puces d'ancienne génération, notamment pour l'armée. « Le projet est en suspens, sans décision

définitive concernant son évolution, mais il reste envisageable », résume Tom Sonderman, président-directeur général de SkyWater. « SkyWater examinera les opportunités » en fonction de l'existence et de la temporalité des dispositifs gouvernementaux pour soutenir les installations dans la R&D, ajoute-t-il.

Applied Materials prévoit toujours de construire son centre de recherche, dont le coût initial était estimé à 4 milliards de dollars, mais ne le fera peut-être pas sur un seul site. Certaines installations pourraient être créées en dehors des Etats-Unis, selon des personnes bien informées.

### LACUNES EN MATIÈRE DE FINANCEMENT

L'impact du programme est également limité par le coût des sites de fabrication de semi-conducteurs. Une seule usine de production de puces avancées peut coûter plus de 20 milliards de dollars, alors que les installations prévues aux Etats-Unis ne seront pas opérationnelles avant la fin de cette décennie. Cela signifie que, même un programme de subvention his-

torique d'un montant de 39 milliards de dollars ne pourra pas faire pencher significativement la répartition mondiale de la production en faveur des Etats-Unis.

« Cela ne peut permettre de financer que quelques grandes fabs, mais je pense que c'est un point de départ, affirme Ajit Manocha, directeur général du groupe industriel SEMI et ancien directeur général du fabricant de puces GlobalFoundries. Je suis certain que le département du Commerce et l'administration en général comprennent que nous avons un énorme fossé à combler. »

Selon M. Manocha, il faudra probablement plusieurs centaines de milliards de dollars pour y parvenir, ce qui prendra une décennie, en supposant que le Congrès adopte d'autres dispositions pour réalimenter les fonds du Chips Act.

Les fabricants de puces considèrent le programme comme un bon point de départ dans le cadre d'une action à long terme qui nécessitera probablement plus d'argent – même s'il n'est pas certain que le législateur ait la volonté de soutenir

l'industrie en lui accordant de nouvelles subventions.

En l'absence d'argent supplémentaire, les allègements fiscaux accordés pour l'achat d'équipements destinés à la production de puces pourraient se révéler avoir un impact plus profond, selon les dirigeants de l'industrie. Le Chip Act a aussi mis en place un crédit d'impôt de 25% pour ces équipements, ce qui, selon certains dirigeants, a déjà permis d'injecter des dizaines de milliards de dollars dans le secteur.

Le directeur général d'Intel, Pat Gelsinger, a déclaré dans une interview que, parmi les autres efforts visant à soutenir la chaîne d'approvisionnement et l'innovation nationale, les incitations fiscales étaient le mécanisme le plus important pour maintenir le dynamisme du programme à long terme.

Le crédit d'impôt expire en 2026 et les lobbyistes travaillant pour le secteur se préparent déjà à faire campagne pour qu'il soit prolongé.

Asa Fitch

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Paul Julhiet)

## Porté par ses « dad shoes », le cours d'Asics s'envole en Bourse

Asics, la marque japonaise de chaussures de sport créée il y a 75 ans, connaît un moment de gloire. Ses actions aussi.

Le cours de l'action a quadruplé en termes de rendement total au cours des deux dernières années. Ses résultats financiers sont solides : le chiffre d'affaires du dernier trimestre enregistre une hausse de 14% par rapport à l'année précédente, tandis que le bénéfice d'exploitation a bondi de 53%. Asics est depuis longtemps une marque appréciée de la com-

munauté des coureurs. Environ un quart des 54 000 participants qui ont terminé le marathon de Paris portaient une paire d'Asics, à commencer par les deux vainqueurs des courses masculine et féminine, selon l'entreprise.

En fait, même un concurrent comme Nike peut faire remonter ses racines à la société japonaise. Nike a en effet commencé ses activités dans les années 1960 en important et en distribuant aux États-Unis les chaussures d'Asics, alors connue sous le nom d'Onit-

suka. Onitsuka Tiger reste d'ailleurs une marque haut de gamme au sein d'Asics.

Asics est l'un des grands bénéficiaires de la pandémie de Covid-19. Beaucoup de gens se sont en effet mis à la course à pied car ils n'avaient rien d'autre à faire. De plus, les personnes travaillant à domicile ont appris à privilégier le confort de leurs pieds en découvrant que les chaussures légères à semelle amortissante conçues pour la course à pied sont également très confortables pour se promener. Les nouvelles marques de chaussures de course à pied telles que Hoka et On Holding ont également connu une croissance explosive ces dernières années. Les ventes de Hoka lors du trimestre achevé en mars ont fait un bond de 34% par rapport à l'année précédente, poussant les actions de son propriétaire, Deckers Outdoor, à des niveaux record.

Le segment des chaussures de course de compétition est le plus important d'Asics en termes de chiffre d'affaires. L'entreprise s'efforce d'ailleurs d'entretenir une communauté de coureurs très soudée. En 2016, Asics a acquis Runkeeper, une application

de suivi de la condition physique très populaire chez les coureurs. Ces dernières années, il a acquis des sociétés d'inscription aux courses, notamment Njuko Sas en Europe et Register Now en Australie. Son programme de fidélisation compte près de 15 millions de membres dans le monde.

Mais à côté des chaussures pour coureurs et des Onitsuka Tiger, Asics est peut-être encore plus connue pour ses « dad snea-

apparemment éloignés des normes de la beauté conventionnelle pour adopter le ringard à la place : Crocs et Hoka sont d'autres exemples de « chaussures moches » dont la popularité a explosé.

Asics a pris sa part dans ce mouvement. Ses collaborations avec des designers comme Vivienne Westwood ou Cecilie Bahnsen ont généré beaucoup de buzz sur les réseaux sociaux. Par exemple, une version de la Gel-Kayano 14 de 2008, revisitée par le studio de design canadien JJJJound, a remporté un énorme succès. La chaussure peut se vendre à plus de 1 000 dollars sur la place de marché en ligne StockX. L'année dernière, Asics est ainsi devenue la cinquième marque la plus échangée sur cette plateforme alors qu'elle n'était que la dixième l'année précédente. Le chiffre d'affaires de la division SportStyle, plus axée sur la mode, affiche une hausse de 52% d'une année sur l'autre au cours du dernier trimestre.

Mais la meilleure nouvelle pour les investisseurs est que l'entreprise a également été plus rentable. La marge d'exploitation pour le trimestre achevé en mars

s'est élevée à 19,4%, contre 9,5% deux ans plus tôt. Cela s'explique en partie par le fait que l'entreprise a réorienté sa gamme en faveur de produits plus haut de gamme. Elle vend également davantage directement aux clients. Résultat : environ 64% de ses ventes ont été réalisées par le biais de grossistes au premier trimestre, contre 74% trois ans plus tôt. A l'inverse, ses ventes en ligne sont passées de 13% à 17% du total.

Asics se négocie à hauteur de 34 fois le bénéfice prévisionnel, selon S&P Global Market Intelligence. Il s'agit d'un multiple similaire à celui de Deckers Outdoor, mais plus élevé que celui de son grand concurrent Nike, qui se négocie autour de 25 fois. Cette prime pourrait être justifiée si Asics est capable de continuer à augmenter ses ventes offrant les meilleures marges.

Asics poursuit sa course en avant. Et il a encore beaucoup d'espace devant lui.

Jacky Wong

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Yves Adaken)

Edited from the original



SIPA PRESS

**Asics est l'un des grands bénéficiaires de la crise sanitaire, pendant laquelle beaucoup se sont mis à la course à pied.**



# Conférences by l'Opinion



## Nourrir la planète : Comment réarmer la ferme France ?

CONFÉRENCE EN PRÉSENTIEL

**Jeudi 27 juin 2024 de 9h à 12h, Paris 16<sup>e</sup>**

Avec la participation de :



**Sébastien Abis**  
Directeur, club Demeter



**Michel Biero**  
Président, Lidl France



**Nicolas Chabanne**  
Fondateur de la démarche  
« C'est qui le patron ? »



**Emélie Halle**  
Responsable de  
l'approvisionnement durable, Saipol



**Jean-François Loiseau**  
Président, Intercéréales

Découvrir  
le programme  
et s'inscrire



Informations et inscriptions gratuites : [www.lopinion.fr/evenements](http://www.lopinion.fr/evenements)

En partenariat avec :



Avec le soutien de :

